TRAVAILLEUS 3

Parti Communiste Marxiste Léniniste

N°23 - Novembre-Décembre 1984 - 12,00 F

ISSN 0754-281 X

CRISE — COMMUNISME — RENOUVEAU

LA CLASSE OUVRIERE EN MUTATION

NOUVELLE



Le mensonge et la haine

A l'échange courtois opposant un Giscard plus attentif à l'éécho» que jamais, à Laurent Fabius sur les événements de Nouvelle-Calédonie, ont rapidement succédé la rage et la haine des représentants de la droite... Nostalgie d'une époque révolue? Ou bien plutôt défense acharnée d'intérêts bien immédiats? Exploitation et réserves colossales de nickel; large zone d'exploitation marine (because, les 200 miles), avec à la clé l'exploitation ultérieure des fameux nodules polymétalliques ; zone stratégique dans le Pacifique ; l'os que le chien impérialiste se refuse à lâcher, a de ces allures de gigot... A droite, c'est l'unanimité. De la Confédération du Recours, qui revendique « 3 000 compatriotes (« Pieds-noirs ») installés en Nouvelle-Calédonie » , en passant par le très belliciste Front national jusqu'au RPR, on retrouve la même hargne, les mêmes mensonges.

Toubon, secrétaire général new-look du RPR, s'élève à l'avance contre toute idée d'indépendance pour la Nouvelle-Calédonie... sous peine de « malheur assuré pour les Mélanésiens » (attention, ne dites pas « Kanaks » !). D'ailleurs, d'après lui, ce n'est qu'« une minorité d'agitateurs violents qui veulent l'indépendance »... Les 49,87% d'abstentions aux dernières élections, connaît pas! Même son de cloche fêlée du côté du Parti radical qui condamne, par la bouche d'André Rossinot, l'attitude de faiblesse du gouvernement « face à une minorité d'extrêmistes soutenus par la Libye »... Après les mineurs britanniques, les indépendantistes kanaks : Kadhafi revu et corrigé en « père fouettard »

du monde occidental!

Ailleurs, dans la presse de droite, on dénature les chiffres, on ment, on amalgame. « L'autodétermination du peuple kanak » signifie, pour le très réac. Magazine-hebdo, l'exclusion des autres communautés, pourtant « majoritaires » . Les chiffres (Le Figuro) sont clairs : « 145 368 habitants. 61 870 (42,56%) Mélanésiens et assimilés (puisqu'on vous dit que les Kanaks n'existent pas!). 53 974 Européens et assimilés (37,12%); 12 174 Wallisiens et Futuniens; 5 570 Tahitiens: 5 319 Indonésiens: 5 249 personnes d'origines diverses et 1212 Vanatuans. » Après ce déluge de chiffres et d'ethnies, il va de soi que ce n'est qu'une poignée de « sauvages » assoiffés de sang qui veulent l'indépendance. Le fait que, sur les quelque 53 000 Européens recensés, on trouve 23 000 personnes de « passage » Le Figaro l'ignore.

Match, lui, fait dans l'offusquation outrée : « Les Canaques, qui se disent les seuls maîtres légitimes de cet archipel... (...) connaissent un taux de natalité galopant et deviendront inévitablement majoritaires dans les années à venir. » Ah, les bienfaits de la contraception appliquée à la politique coloniale !...

« Planter Blanc » disait-on voici quelques années.

Mensonges, haine. Le Figaro, spécialiste en la matière, vitupère sous la plume de son « envoyé spécial » sur « la dictature d'une poignée de sauvages ».

« C'est tout juste si les Canaques ne font pas déjà chauffer la marmite... Ces "rebelles" au regard méchant, aux yeux injectés de sang, peut-être un peu ivres d'alcool, s'approchaient... » On s'inspire de Gérard de Villiers au Figaro.

On le comprend quand il ajoute : « J'ai battu en retraite ». Et encore, ces « sauvages

menacants » n'avaient pas lu sa prose...

Au mépris des faits, la droite et ses médias s'efforcent de créer un climat de rejet dans l'opinion publique, face aux justes revendications du peuple kanak. Au méoris des faits car, pour l'heure, ce sont les Kanaks qui tombent sous les balles : dix morts dans une embuscade à Hienghène, dont deux des frères du principal dirigeant du FLNKS... Un hasard, à l'heure où Le Pen parle de « légitime défense » ?

Même haine, mêmes mensonges visant le même but, à l'égard des jeunes de « Convergence 84 ». Max Clos, pisse-copie patenté au Figaro, n'a pas digéré le mot d'ordre des rouleurs. « Les mélanges sont sans doute un enrichissement entre peuples racialement différents, à condition que les cultures soient équivalentes. Quand les niveaux sont trop différents, le résultat n'est pas une valorisation

mais un abâtardissement » dit-il. Et son compère Renaud Matignon surenchérit : « Juste retour des choses après avoir été colonisateurs, les Français sont enfin colonisés; mal vus dans cette foule bigarrée. » Kanaks, jeunes immigrés : mêmes « sauvages »

menacant notre civilisation.

A lire ces débordements de haine et de fiel, on serait presque d'accord avec Max Clos sur sa théorie des mélanges... surtout si sa « culture » et celle des siens figurent au tableau... Bonjour, la pollution !

Claude DHALLUIN

SOMMAIRE

La classe ouvrière en mu-	
tation 3-4-	5
- recomposition de la	_
classe ouvrière	Ü
- les enjeux de l'automa-	-
tisation	1
	0
la classe ouvrière	0
calisation	o
- quelques conclusions 1	n
- que iques conclusions	u
Nouvelle-Calédonie : in-	
terview du FLNKS 11-12-1	3
Crise-Communisme-Re-	
nouveau 14-1	9
- le NRPM : qu'est-ce? 20-21-2	22
- l'organisation sur la sel-	
lette 23-2	4
Reportage en Palestine 2	15
- l'occupation sioniste 26-2	
- témoignages 2	
- Naplouse au cœur de la	ï
résistance 2	28
- Et les Israéliens? 29-3	
- la santé - Gaza	
Lettres du Nicaragua 3	1
Solidarité avec le peuple	27
kanak 3	32
Ont participé à ce numéro : Pier	re
Bauby, Claude Dhalluin, Franço	
Favier, Camille Granot et Ala.	in
Sentier.	

Tome IV de l'ouvrage de Jacques Jurquet : LA RÉVOLUTION NATIONALE





NISTE FRAN-

CAIS (445 p.)

A commander

Travailleurs: B.P. 90 - 75962 Paris Cedex 20 - Tel. 16 (1) 366 71 53 Directeur de publication : M. Cursiner. Abonnement un an : 100,00 F Commission paritaire n 10402. Imprimerie Presse d'Aujourd'hui, B.P. 90 - 75962 Paris Cedex 20

La classe ouvrière en mutation

1974-1984 :

dix années de crise au cours desquelles se produit une accélération des transformations la classe ouvrière

ne première approche des transformations de la classe ouvrière consiste à regarder son évolution quantitative. D'après les résultats des recensements, le nombre d'ouvriers - qui ne comprend ni les ouvriers agricoles ni ceux qui, travaillant dans des secteurs publics ou nationalisés, sont souvent classés dans la catégorie des employés - se stabilise entre 1975 et 1982 à un peu plus de 8,2 millions, alors que la croissance avait été régulière jusqu'aux débuts de la crise. La population active ayant continué à augmenter, la part des ouvriers diminue pour la première fois. Ce phénomène est encore amplifié par le chômage, les ouvriers étant les premiers touchés (en 1982 : 1,2 million d'ouvriers chômeurs, soit 14,5% des ouvriers -12,7% des hommes et 25% des femmes ouvriers et. 58 % des chômeurs). La décroissance du nombre d'ouvriers ayant un emploi n'est pas seulement relative mais absolue.

QUVRIERS (1)	Nombre (milliers)	Ayent un emploi (milliers)	Expelation active (millions)	Ouvriers %
1962	7 065	5 914	19 251	36,7
1968	2 710	7 451	20.398	37,9
1975	8 209	7.786	21 775	37,7
1982	8 257	7 065	23 525	35,1

(1) ancien code des catégories socio-professionnalle

Pour autant, ces chiffres ne prennent en compte qu'une partie de la réalité quantitative de la classe ouvrière. Car la crise a aussi été l'occasion d'un redéploiement mondial des capitaux qui provoque une extension géographique de la clas-

On ne saurait, en effet, parler de la classe ouvrière indépendamment de la bourgeoisie, du capital. Les deux classes se définissent l'une part rapport à l'autre, dans leurs rapports dialectiques, antagoniques. Analyser les mutations qui ont marqué la classe ouvrière ces dernières années implique d'étudier, en même temps, la concentration et le redéploiement des capitaux, dans toutes leurs dimensions.

CONCENTRATION ET REDÉPLOIEMENT DU CAPITAL

La concentration du capital est en partie cachée dans les chiffres et statistiques qui ne font pas apparaître l'entrelacement des prises de participation et filialisations. Pourtant, quelques chiffres donnent la mesure de la concentration des entreprises (*) : celles de moins de 50 salariés représentent

(*) Ne pas confondre les entreprises, unités économiques d'exploitation, et les établissements, unités techniques de production (telle usine de telle entreprise).

suite de la page 3

environ 95% du nombre total des entreprises mais moins de 20% des salariés. A l'opposé, les entreprises de plus de 500 salariés ne représentent que moins de 1% du nombre des entreprises mais regroupent plus de la moitié des salariés.

Il faut, en fait, parler de groupes, de monopoles, de multinationales, de capital financier : la moitié de l'industrie est sous le contrôle direct des groupes, qu'ils soient privés ou d'Etat. Mais c'est bien plus si l'on ajoute les filiales et sous-traitants. La majorité des entreprises industrielles, juridiquement indépendantes du capital des groupes et de l'Etat, se trouve en situation de dépendance économique et financière à leur

Parmi les groupes, une centaine de multinationales françaises, qui déploient leur stratégie à l'échelle mondiale, c'està-dire qui utilisent de nombreux investissements et filiales à l'étranger dans le cadre de leur stratégie d'accumulation. En 1979, 18 multinationales françaises employaient plus de 500 000 travailleurs à l'étranger, soit le tiers de leurs effectifs totaux. (voir tableau 2)

Etudier la classe ouvrière implique de prendre en considération son extension géographique dans le monde et ses développements récents, car la crise a amené la plupart des grands groupes à développer leurs exportations de capitaux. De 1974 à 1977, le pourcentage des effectifs à l'étranger de 67 multinationales françaises est passé de 22,5% à 25,2%, la croissance de leurs effectifs ayant été de 9,4% en France et de 26,4% à l'étranger. Voilà qui permet de comprendre la diminution du nombre d'emplois ouvriers en France ces dernières années, tout comme la montée du « tertiaire». Il n'y a pas tant désindustrialisation que transfert d'activités, délocalisaimpérialiste du capital.

La crise n'a nullement remis en cause la concentration du capital. Les restructurations de l'appareil de production, qui se soldent par d'importantes diminutions d'effectifs, ont touché tous les grands groupes, mais ce sont les mêmes capitaux qui contrôlent pour l'essentiel le nouveau développement des PME, par le biais du contrôle financier, de la filialisation, de la sous-traitance. Par ailleurs, les nationalisations industrielles et bancaires intervenues en 1982 se sont traduites par une accentuation de la concentration du capital, l'Etat jouant un rôle non plus seulement régulateur au service des intérêts capitalistes, mais de véritable stratège économico-politique dans le marché impérialiste mondial.

DÉCOMPOSITION ET RECOMPOSITION DE LA CLASSE OUVRIERE

La concentration du capital va de pair avec la concentration de la classe ouvrière. Mais il n'y a pas identité entre les deux phénomènes. Les capitaux géants ne font pas forcément les grandes

TARLEAU 2

LES PRINCIPALES MULTINATIONALES FRANÇAISES

Taux de multinationalisation de la production (1) (effectifs employés à l'étranger/affectifs totaux)

GROUPE	EFFECTIFS (milliers)	TAUX
PSA Renault St-Gobain Empain-Schneider Thomson Michelin Rhône-Poulenc CGE PUK	265 233 148 144 126 115 107 104	27 26 58 20 13 58 34 10 23

(1) chiffres de 1979 (Source : Julien Savary, « Les multinationales français -PUF 1981)

usines. Au contraire, la crise a été l'occasion d'une attaque de grande envergure du capital contre la classe ouvrière dans tous les domaines (emploi, pouvoir d'achat, protection sociale, conditions d'exploitation), en particulier d'une décomposition de la classe ouvrière qui est, en même temps, une recomposition sur de nouvelles bases. Ce double processus prend de multiples formes qui sont principalement :

Dissémination et délocalisation.

Le capital a généralisé, depuis 10 ans, une stratégie de dissémination des usines en unités plus petites, prenant en compte les potentialités des nouvelles technologies (souplesse, rapidité, liaison immédiate entre les unités), les facteurs locaux les plus favorables à l'exploitation des travailleurs et permettant de s'attaquer aux conditions d'organisation de la

Alors que de 1968 à 1973, la taille des établissements avait continué à augmenter, on assiste depuis à une inversion des phénomènes. Les établissements de plus de 500 salaries ne regroupent plus en 1983 que 29,1 % des effectifs. Au contraire, les établissements de moins de 50 salariés regroupent près de 50% des effectifs. Ce sont les grands établissements, les grandes concentrations ouvrières qui ont enregistré le plus de réduction du nombre d'emplois (voir tableau 3 - page sui-

Cette dissémination des établissements s'accompagne tion, multinationalisation, redéploiement d'une délocalisation au détriment des régions industrielles anciennes (Nord, Est, région parisienne).

2. Qualification - Déqualification.

Dans les restructurations du capital et de l'appareil productif apparaissent des transferts d'activités, régionaux et mondiaux, un remodelage de la production, mais aussi une substitution permanente homme-machine et machine-machine sur la base des progrès technologiques. L'objectif du capital consiste à utiliser les possibilités techniques existantes pour la recherche des gains de productivité, de la baisse des coûts de production, du profit maximum, de l'accumulation.

L'automatisation conduit à des suppressions d'emplois, mais aussi à leur transformation. Un double phénomène de qualification et de déqualification se produit. D'un côté, le nombre d'O.S. et de manœuvres diminue (respectivement de 210 000 et 160 000 entre 1975 et 1981) et le nombre d'ouvriers qualifiés et de techniciens augmente (140 000 et 60 000 sur la même période). Mais de l'autre, les tâches des ouvriers surveillant les installations automatisées, même si elles sont en moyenne plus qualifiées que le travail parcellisé de la phase de mécanisation, ne nécessitent pas de véritable formation. D'autant que l'automatisation s'accompagne d'une remise en cause des savoir-faire, du contenu du travail. Ceci conduit plutôt à parler de déqualification objective (et non en termes de classifications officielles) pour la grande masse de la classe ouvrière.

3. Diversification des statuts.

La diversification des statuts est la conséquence de plusieurs phénomènes que le capital a vigoureusement développés ces dernières années : recours systématique à la sous-trai-

tance pour certaines fonctions exercées dans l'entreprise (nettoyage, entretien, gardiennage, maintenance, manutention, transport...), permettant de porter hors du cadre juridique de l'entreprise certaines contraintes de production et de marché; développement du travail à temps partiel, touchant, en 1981, 7,3% des salariés (15,5% des femmes); recours croissant au travail intérimaire, utilisé, en 1980, par 18% des établissements industriels (67,8% des établissements de plus de 500 salariés); développement des contrats à durée déterminée, renouvelables à la discrétion du patronat, contrats utilisés, en 1980, par 31% des établissements (74,4% de ceux de plus de 500 salariés); utilisation en fonction des besoins à court terme des entreprises des différentes mesures pour l'emploi des jeunes (stages, contrats emploi-formation...) permettant de disposer d'une main-d'œuvre à très bon marché.

Ces différents phénomènes, dont les effets se cumulent, permettent à la fois au capital de peser sur les conditions d'exploitation des travailleurs, d'ajuster le plus souplement possible les effectifs aux besoins à court terme, de développer les facteurs de division au sein de la classe ouvrière.

Cette diversification des statuts, cette précarisation des emplois, se concentrant sur certaines catégories de travailleurs : -les travailleurs immigrés qui sont à près de 75% ouvriers, principalement manœuvres (22% de ceux-ci, près de 50% dans le bâtiment) et O.S. (15% de ceux-ci, plus du tiers dans l'automobile); -les femmes, qui représentent aujourd'hui 24% des ouvriers contre 19,5% en 1954, la tendance étant à ce qu'elles remplacent les hommes dans les emplois déqualifiés ou lorsqu'ils se déqualifient. Dans leur immense majorité, elles sont O.S. ou manœuvres (78% des ouvrières); -les jeunes de moins de 25 ans, qui représentent près de 20% des ouvriers car plus de la moitié des jeunes sont embauchés comme ouvriers, en particulier dans l'automobile et les industries de consommation courante,

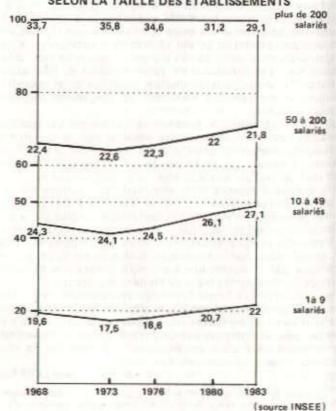
Au total, près de la moitié des ouvriers sont aujourd'hui directement soumis à la précarisation des emplois mise en œuvre par le capital. La «société duale» avec d'un côté les ouvriers occupant des emplois stables dans des entreprises compétitives et de l'autre ceux qui sont soumis à l'instabilité permanente dans les filiales et sous-traitants, souvent présentée comme un risque, est déjà présente.

Pierre BAUBY

8

E

TABLEAU 3 **EFFECTIFS SALARIÉS** SELON LA TAILLE DES ÉTABLISSEMENTS





Ozgul Kemal, ouvrier turc, militant CGT assassiné par son patron à Epône



Le 1^{er} décembre : arrivée de Convergence 84 à Paris

Quelques éléments pour déceler les formes actuelles - potentielles de recomposition de la classe ouvrière

ses organisations : division entre travailactifs et chômeurs, émigrés et français... Certes de telles divisions ne sont pas une nouveauté mais la gravité actuelle du chômage ne facilité pas les tentatives du mouvement ouvrier pour dépasser ces

mais aussi la gestation de nouvelles : profond de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat que nous tenterons ici d'analyser brièvement. Nous privilégiecapital de la crise économique et sociale actuelle : à savoir la confrontation entre le système capitaliste et les nouvelles potuelles d'automation. L'automation touche en effet maintenant non plus seulement certaines activités de gestion et des industries de process (prétrochimie, cimenterie) mais les industries de production discontinue, lieu privilégié de concentration de la classe ouvrière... et d'organisation du mouvement ouvrier (méactuelles de ces premières formes d'automation (licenciements des O.S. et même de certains O.P.; intensification du travail; opposition entre travailleurs à mes sous-traitantes...) conduisent un grand nombre de sociologues et de militants ouvriers à ne voir dans l'automarisme et d'exploitation capitaliste. C'est, à mon avis, une très grave erreur qui méconnaît l'enjeu révolutionnaire des mutations technologiques actuelles, pour peu que le mouvement ouvrier révolutionnaire se saisisse des nouvelles potentialités technologiques pour proposer et mettre en œuvre une autre organisation du travail, un nouveau système de qualifications et un nouveau mode de gestion (de l'atelier à l'entreprise). Déjà la phase technologique précédente -celle de la mécanisation dans l'industrie de grande série - a révélé des alternatives limitées mais réelles (rotation des postes, recomposition et élargissement des tâches) à la division taylorienont pu peser sur l'organisation capitaliste du travail. La nature même de la crise actuelle (crise d'efficacité de l'ensemble de la productivité capitaliste) et la nouveauté des potentialités offertes par les premières formes d'automation

I ne s'agit nullement ici de nier la - rompant avec le principe mécanique en tant que tel - perprofondeur de la crise qui frappe mettent aujourd'hui d'aller beaucoup plus loin. Contrairement, aujourd'hui tant la classe ouvrière que en effet, au mythe de « l'usine sans hommes », l'automatisation de séquences entières du procès de production et l'informatileurs à statut et travailleurs précaires, sation des formes les plus standardisées et les plus simples de la régulation et du contrôle des machines impliquent une très forte qualification (technique mais aussi sociale) des opérateurs surveillants. L'importance des pannes, leur coût mettent aujourd'hui au premier plan le rôle du contrôle préventif et donc de la prévention des pannes.

Contrairement aux illusions technicistes et technocratiques Nous pensons toutefois que la notion du début de l'automation, les dirigeants capitalistes eux-mêde «crise» n'implique pas seulement la mes se sont rendu compte de l'inefficacité totale de l'ancien destruction des anciennes structures système taylorien pour faire fonctionner les ensembles automatisés. La juxtaposition de surveillants «O.S.» ou quasi c'est ce « neuf » en train d'éclore au plus « O.S. » et d'un service de maintenance extérieur à l'atelier s'avère aujourd'hui peu rentable : d'où l'intérêt de nouvelles « missions de productivité» des patrons européens... et américains au Japon, où une qualification massive des opérateurs rons, pour ce faire, un aspect à nos yeux et une intégration de tous les collectifs de travail à la gestion de l'entreprise expliquent en grande partie les gains de productivité de l'industrie japonaise.

Il n'en reste pas moins que les « cercles de qualité » japotentialités incluses dans les formes ac- nais restent des adaptations capitalistes au nouveau seuil technologique : le critère économique reste celui du taux de profit, de l'accumulation du capital matériel et... de la surexploitation du travail vivant.

Dans une toute autre perspective (celle d'un autre calcul des coûts de production qui privilégierait le développement des hommes et économiserait les dépenses en capital matériel), le mouvement ouvrier français peut aujourd'hui utiliser le passage à l'automation pour relier une nouvelle tallurgie). Les conséquences capitalistes qualification ouvrière à une nouvelle organisation du travail débouchant sur des rapports nouveaux entre travail matériel (dans l'atelier de fabrication) et travail intellectuel. Déjà aujourd'hui on constate en effet que le bon fonctionnement de séquences automatisées exige la polyvalence des régleurs, des statut et travailleurs intérimaires de fir- ouvriers d'entretien et des services de maintenance, ce qui tend à effacer peu à peu les anciens clivages entre fabrication et entretien, comme entre programmation et fabrication, dans la mesure où la commande numérique et les microprotion... qu'une nouvelle forme de taylo- cesseurs permettent à l'opérateur de programmer lui-même son travail

> Non seulement la présence de techniciens très qualifiés dans l'atelier devient donc une nécessité mais le rapport même du producteur direct à sa machine -donc le travail ouvrier - devient de plus en plus abstrait et implique l'intervention de facultés intellectuelles (attention, déduction...), de capacités d'initiative et de responsabilité - compte tenu du coût des installations -. La division actuelle entre exécutants et concepteurs n'a donc rien d'inéluctable pas plus que la précarisation des emplois, par le biais de la sous-traitance et de l'intérim : on peut aussi démontrer qu'une véritable efficacité sociale passe par une homogénéisation du statut des travailleurs, par la suppression des compartimentations hiérarchiques comme par la fin des gâchis de la sous-traitance.

De même la « fin des O.S. » n'est pas inéluctablement... leur licenciement; une véritable formation professionnelle - à peu près inexistante à l'heure actuelle pour cette catégorie ouvriène du travail, là où les luttes ouvrières re - peut leur permettre de devenir des ouvriers professionnels à part entière qui pourront surveiller et contrôler les nouveaux ensembles automatisés.

Jean LOJKINE

Extraits de « Décomposition et recomposition de la classe ouvrière » Société Française, revue de l'Institut de Recherches marxistes, nº2 -

Les enjeux de l'automatisation

Entretien avec Benjamin Coriat, du Centre de recherches en Sciences sociales du travail, auteur de «l'Atelier et le Chronomètre » (C. Bourgois -1979).

If est beaucoup question aujourd'hui de modernisation, d'introduction de nouvelles technologies pour augmenter la productivité, pour être concurrentiel dans le marché mondial. Quelles transformations entraine l'automatisation dans le procès du travail?

La véritable nouveauté de la fin des années 70 et des années 80, c'est que l'automatisation pénètre en masse dans les secteurs de production en grande série : la micro-électronique permet d'accéder à des opérations d'assemblage, montage. Or, ce sont des secteurs grands consommateurs de main-d'œuvre. La pression sur l'emploi est sans commune mesure avec ce qu'on a pu connaître comme automatisation dans le passé. dans les industries de processus continu (pétrochimie, sidérurgie...) dans lesquelles le poids de la main-d'œuvre était plus restreint. L'introduction des nouvelles technologies provoque plusieurs séries de phénomènes. D'abord une action sur les qualifications ou plutôt sur les aptitudes requises avec différenciation des anciennes demandes. Deux thèses opposées existent : pour l'une, c'est le bonheur car cela élimine l'homme du travail direct et cela recompose vers des tâches abstraites, désaliénées; pour l'autre, au contraire, les rythmes s'accroissent, la tension augmente... En fait, ce n'est pas aussi simple. On a une nouvelle distribution des aptitudes requises. Pour les ouvriers les moins qualifiés accomplissant des tâches répétitives et parcellisées, il y a suppression pure et simple, éviction pure et simple : on estime à 50% des postes de travail non qualifiés disparaissant dans les ateliers automatisés. Une partie des O.P. 1er échelon, qui font des tâches un peu plus complexes sont aussi directement menacés. Par contre, quand on arrive sur des tâches plus qualifiées, P.2., P.3., des savoirs nouveaux sont requis : au lieu d'être des savoirs de conduite d'outils, de réglage de machines, ce sont, d'une part, des tâches d'interprétation de données plus ou moins formalisées transmises par les

automates et, d'autre part, des tâches de programmation des appareils, tâches lourdement qualifiées,

■ Dans ce mouvement complexe, quelle est la stratégle du capital, du patronat; quels sont les enjeux en ce qui concerne l'organisation du travail?

Il y a trois problèmes qui surgissent : la manière de pourvoir les hautes qualifications qui nécessitent compétence et formation; la manière d'assurer le suivi des lignes de fabrication, ce qui ne nécessite pas de haute qualification, mais des aptitudes particulières; et comment sont reconnues ces différentes aptitudes. Il y a des stratégies d'entreprise qui sont différentes, même dans la même entreprise, selon les établissements, les traditions du bassin de main-d'œuvre, les politiques du personnel. Dans l'automobile, il y a une nette préférence des entreprises à utiliser les transformations techniques pour modifier la composition de la classe ouvrière. D'abord en favorisant l'intégration de jeunes diplômés, en particulier en utilisant les contrats emploi-formation. D'un autre côté en liquidant les catégories les plus déqualifiées et qui ont été les plus « remuantes » dans les dernières années. Les nouvelles technologies constituent un terrain d'offensive du patronat et des entreprises. Cette offensive se développe sur un terrain considérablement fragilisé, celui de l'organisation taylorienne et fordienne. Les grèves d'O.S. antitayloriennes dans l'automobile n'ont pas cessé en France, à la différence d'autres pays. D'où l'intérêt d'assurer une mutation dans la composition de la classe ouvrière à l'occasion de l'introduction de nouvelles technologies. D'où l'embauche de jeunes qui n'ont pas le même comportement, qui souvent ont le goût de la technologie et qui ont un rapport distendu avec le syndicalisme en substitution de travailleurs qui, syndicalisés ou non. ont acquis des comportements de résistance et d'organisation efficaces. En liaison avec cela, il y a les choix dans les politiques d'organisation du travail. Les entreprises sont hésitantes là aussi. Une des idées consiste en des équipes polyvalentes relativement qualifiées avec des possibilités promotionnelles appuyées sur des formations. Mais il y a aussi l'idée de postes qualifiés polyvalents en nombre restreint, le reste étant distribué de manière parcellisée. Il y a un troisième choix, introduisant la sous-traitance, conservant du travail «riche» dans l'entreprise et sous-traitant le reste. C'est lié à la composition de la classe ouvrière. Enfin, il y a la question de la reconnaissance des aptitudes nouvelles. Les anciennes qualifications étaient des instruments de disciplination, de différenciation, mais correspondaient aussi à des rapports de forces stabilisés. On passe à une situation entièrement nouvelle dans laquelle il y a enjeu pour la reconnaissance des qualifications individuelles. Il n'y a pas de déterminisme technologique du point de vue de leur impact sur la structure des qualifications. Pour 80% des tâches, petit réglage, suivi, la question se pose de savoir si les anciens collectifs vont pouvoir accéder à ces nouvelles tâches. Dans certaines entreprises, on fait le pari que l'expérience ouvrière sur des lignes classiques est un plus sur les nouvelles lignes, une fois assimilé leur nouveau fonctionnement. Dans d'autres, au contraire, on entend rompre avec les anciennes caractéristiques pour introduire de nouveaux suite page 10

Unité et diversité dans la classe ouvrière

ES COMPTES DU PRÉCAIRE.
A combien se comptent-ils? Difficile à dire, si l'on ne veut pas compter
deux fois les mêmes.

A en juger sur ce qu'on peut approcher, par croisement de l'âge, du sexe et de la nationalité, il y avait, dans la classe ouvrière en 1979, 1692000 femmes (dont jeunes de moins de 24 ans et étrangères), 1038000 jeunes hommes de moins de 24 ans (dont étrangers) et 664000 étrangers hommes de plus de 24 ans; ce qui fait en tout 3 395000 ouvriers. Soit sur l'ensemble décompté (6905000): 49.2%.

La moitié donc de la classe, bien plus si l'on y ajoutait telle part des 1,2 million d'ouvriers de plus de 50 ans...

LE SECOND MARCHÉ DU TRA-VAIL. De cette moitié-là, on dit qu'elle constitue « le second marché du travail ».

Economistes et sociologues s'accordent aujourd'hui en effet à tenir pour fiction l'hypothèse d'un marché du travail homogène, conçu comme un espace de concurrence parfaite où des agents indépendants et égaux, indéfiniment mobiles et substituables, composeraient par calcul d'intérêts rationnels leurs équilibres d'emploi optimaux. Car à supposer même qu'un marché de biens eût jamais répondu à ce modèle, il faut bien constater que le marché du travail y contredit en tout, rencontrant à tout moment l'inégalité, l'immobilité, l'insubstituabilité, l'irrationalité, l'incalculabilité et, pour finir, le déséquilibre.

Non seulement le marché du travail ne se présente jamais que sous forme dissymétrique, «l'offre» de travail y ayant toujours plus d'initiative et de pouvoir que la «demande», mais il ne se présente même pas sous forme unique.

C'est deux, trois marchés qu'on observe plutôt, eux-mêmes cloisonnés en une mosaïque de petits marchés (bassins d'emploi) plus ou moins clos.

Premier marché, dit encore «primaire» ou «central»: il concerne la maind'œuvre scolarisée, à qualification reconnue, statutairement stabilisée dans des emplois ouvrant carrière interne à l'entreprise.

Second marché, dit encore «secondaire» ou «périphérique» : il concerne la main-d'œuvre sous-scolarisée, sousqualifiée, sans garantie statutaire ni stabilité d'emploi; c'est celui de notre maind'œuvre surexploitée.

Troisième marché, dit «souterrain», «informel», «parallèle» : il concerne la main-d'œuvre monétaire de services sans publicité ni comptabilité : travail opaque, «travail noir».

Laissons même celui-là, qui ne concerne guère le capital industriel que dans ses entreprises clandestines (habillement, bâtiment); restent deux marchés, distincts, « segmentés », « cloisonnés » même, diront certains.

DOUBLE MARCHÉ, DOUBLE CAPITAL, DOUBLE CLASSE. Deux marchés, pour deux types de capital, car à chacun de ces espaces d'emploi semble bien répondre un capital déterminé.

Premier marché: capital concentré, à composition organique et technique élevée, à production stable, intéressé à stabiliser sa main-d'œuvre rare par «internalisation» à l'entreprise.

Second marché: capital dispersé à basse composition organique et technique, produisant pour des marchés incontrolés et fluctuants, intéressé à garder la flexibilité de sa maind'œuvre, donc sa mobilité et son instabilité.

Plus qu'une hypothèse d'école. Les indices de féminisation, juvénilisation, internationalisation, précarisation de la maind'œuvre varient bien en effet, de secteur à secteur, selon leur indice de densité et de concentration capitalistiques, la disparité et la dispersion des salaires trouvant aussi là leur structure de régulation profonde.

Deux types de capital : l'ancien et le moderne. Et deux classes ouvrières, l'exploitée et la surexploitée. (...)

DEUX EN UN. C'est ce vieux clivage de classe que les économistes découvrent ou redécouvrent aujourd'hui, non sans peut-être prêter plus de réalité qu'il ne faudrait aux distinctions de pensée. Car ni les marchés, ni les capitaux, ni la classe ne se « segmentent » au point de se cloisonner :

 Les marchés échangent entre eux : le second sert de vivier d'embauche au premier, qui lui renvoie en revanche sa main-d'œuvre inutile ou usée.

2) Les capitaux sont en rapport organique : le capital de sous-traitance utilise le second marché, le capital monopoliste le premier. Mais comme il utilise lui-même le capital de sous-traitance, il utilise le second marché à travers lui. A supposer même que maisons-mêres, maisons-filles, maisonssœurs, la «famille» ne tienne pas directement les deux bouts du marché.

3) Les classes ouvrières se combinent, car les unités de capital qui combinent, nous l'avons vu, tous les niveaux de technologie et d'organisation du travail, combinent aussi tous les types de gestion de la main-d'œuvre, qualifiée ou non, précaire ou stable, sans qu'on puisse identifier toujours, ni totalement, la ligne de surexploitation, ni avec la ligne de qualification, ni même avec la ligne de précarisation.

Sur les 3 395 000 ouvriers surexploités plus haut comptés, 1 381 000 O.S., 943 000 manœuvres, mais aussi 1 070 000 O.O., un quart de qualifiés donc.

Ét des O.Q. précarisés (en régie par exemple), comme il y a des O.S. stabilisés (par l'ancienneté par exemple).

4) Enfin, c'est aujourd'hui toute la classe qui se trouve en butte à une stratégie patronale de précarisation générale, qui ne constitue jamais d'ailleurs qu'un retour aux conditions classiques d'existence instable de la classe, si bien qu'à « la génération spontanée» des travailleurs précaires s'ajoute la « génération obligée ».

Il y a en la classe à la fois plus de diversité et plus d'unité que la dualité ne le donnerait à penser : plus de diversité, car l'exploitable et le surexploitable se donnent en des infinités de combinaisons; plus d'unité car toutes ces combinaisons ne procèdent jamais, du moins au plus, que de l'économie générale de l'exploitation : le moins exploité, c'est seulement qu'il n'est pas surexploité...

Michel VERRET

Directeur du laboratoire d'études et de recherches sociologiques sur la classe ouvrière — Nantes

«Le Travail ouvrier»- Armand Colin, col. U 1982 (reproduit avec l'autorisation de l'auteur).

Redéploiement et délocalisation

e redéploiement industriel, la redistribution de l'appareil de production se ramènent, si l'on met à part Dunkerque et Fos, les complexes pétrochimiques et la sidérurgie sur l'eau, à la désindustrialisation de la France au Nord, et à la réussite de la décentralisation dans l'Ouest. La périphérie méridionale, de l'Aquitaine à la Provence, n'est pratiquement pas concernée.

Cette nouvelle différenciation procède de la stratégie des groupes qui ont le pouvoir de décision. Elle est la conséquence de la banalisation du travail non qualifié dans les unités de production. C'est ce processus qui permet d'embaucher une main-d'œuvre sans formation préalable. Elle tient parallèlement à la possibilité de séparer les usines des autres départements de l'entreprise, des bureaux, des laboratoires de recherches et des services... Dans cette perspective, ce qu'il y a d'important dans la désindustrialisation du Nord, de l'Est, voire de la région parisienne, c'est moins la crise des branches « dépassées », la liquidation des charbonnages, de la sidérurgie, et du textile... que la répulsion des autres branches du secteur privé à investir dans ces régions, pour réutiliser la main-d'œuvre disponible. La crise structurelle se mesure mieux à l'aune des soldes migratoires négatifs qui sanctionnent le manque de perspectives pour les jeunes. (...) Les privilèges supposés de la position géographique dans le Marché commun n'ont pas plus joué que la manne des primes de reconversion dans les zones en crise. Ce sont les caractéristiques de la main-d'œuvre qui sont en cause. Celle-ci est abondante, disponible, formée, apte au travail industriel. Tous ces avantages, qui firent la supériorité de la France du Nord, ne jouent guère dans le contexte actuel, ou plutôt sont interprétés négativement.

C'est l'ensemble du système de reproduction, organisé autour de la qualification du travail, qui se trouve aujourd'hui rejeté parce qu'il apparaît comme désavantageux sous l'angle de la négociation salariale et du contrôle des travailleurs, Cette réticence vis-à-vis de la France industrielle du premier vingtième siècle est à mettre en rapport avec son corollaire : le choix de la France de l'Ouest comme lieu privilégié des extensions décentralisées. Les entreprises ont investi dans la partie de l'espace où les conditions d'utilisation des O.S. étaient, de loin, les plus favorables. L'avantage n'est pas dans le volume des réserves : les deux zones font partie du même croissant fertile. Il est plutôt dans l'absence de traditions industrielles et dans la somme des potentialités pour une autre politique de l'embauche et du logement. Comment pouvaiton faire table rase des comportements et des infrastructures profilés par un siècle d'accumulation en région parisienne ou dans le Nord! Il était plus profitable, pour mettre en place la nouvelle organisation du travail, de fixer les usines sur d'autres gisements. En fonction d'un tel principe, deux formules ont été adoptées. La première, qui limitait les déplacements entre le siège parisien et les unités de production, fut l'implantation dans les communes de grande hanlieue (Renault-Flins, Simca-Poissy...) ou dans les villes de la couronne (Dreux, Chartres...). En l'absence de réserves rurales, elle faisait de l'O.S. un travailleur immigré. L'industrie pouvait fonctionner à la marge des bastions de la classe ouvrière qualifiée, en secrétant une autre structure de l'emploi subalterne. L'autre formule était la décentralisation vers les réservoirs de main-d'œuvre de l'ouest du Bassin parisien. L'éloignement de la capitale était alors largement compensé par les facilités qu'offrait le milieu : l'importance des familles nombreuses, la densité des exploitations agricoles, la dilution spatiale de l'habitat, la formation religieuse et l'apprentissage familial, le sous-emploi féminin et le vouloir vivre au pays...

suite page 10



NAME AND PARTE OF PARTIES.

Le Peuple breton : organe de l'Union démocratique bretonne. B.P. 301 -22304 Lannion Cedex. Dans le sommaire : un dossier l'électronique en Bretagne. un dossier «Histoire de Bretaone » : une visite d'une PMI bretonne un crise. des rubriques culturelles et politiques etc.

L'économie en questions, revue trimestrielle d'information et de réflexion économiques, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris. Au sommaire : des articles d'actualité, reprise américaine, budget, emploi, la spirale prix-salaires, un dossier Femmes,



Le Peuple, organe de la CGT, hebdomadaire Case 432 - 93514 Montreuil Cedex. Au sommaire : un dossier sur les nouvelles technologies: le plan de travail confédéral, l'expression de la CGT au iour le jour, etc.



suite de la page 9

pratique l'une ou l'autre solution. Certaines ont combiné les deux, tel Citroën qui juxtapose Aulnay-sous-Bois, l'usine des travailleurs musulmans et La Janais (Rennes) où les O.S. sont Bretons. La crise de 1974 n'a pas remis en cause la

déqualification et la géographie des transferts. Elle a seule-Selon les cas les firmes ont mis en ment conforté l'option « nationale » des provinces de l'Ouest par rapport au modèle étranger; ce dernier perdant de sa valeur des qu'il est source de problèmes.

Xavier BROWAEYS et Paul CHATELAIN

« Les France du Travail » - PUF 1984

INTERVIEW B. CORIAT (suite de la page 7)

collectifs à travers des modes de gestion plus participatifs.

■ Souvent les travailleurs se senunt dépossédés de leur savoir-faire et déqualifiés...

Il y a des dépossessions fulgurantes dans certaines industries, en particulier intermédiaires (sidérurgie, ciment, verre, caoutchouc...), car les procédés changent. Les travailleurs sont disqualifiés plus que déqualifiés : on n'a plus besoin de leurs savoirs, qui étaient très localisés dans l'entreprise. Mais sur les nouvelles lignes de production automatisées en série, il continue à y avoir débit de pièces à cadence rapide, donc quantité énorme d'aléas. L'activité de régulation ouvrière continue à être très importante. La connaissance antérieure, absorbant la nouveauté des outils, est utile. Des entreprises en sont conscientes. Mais jusqu'où va-t-on permettre, par l'organisation du travail, une vision d'ensemble des tâches? Car on peut aussi parcelliser les situations de contrôle. Il y a une série d'enjeux sur les formes d'organisation du travail, la distribution interne des qualifications, sur la reconnaissance et la transformation des savoirs et aussi sur le contrôle des formations. Sur ce dernier point, les entreprises veulent modifier la légitimation de la hiérarchisation par la formation. Il y a des politiques de discrimination violentes, d'imposition de la hiérarchie par des formes de savoir formalisées. Il ne suffit pas d'obtenir des formations. Il faut s'occuper du contenu des formations, de leur contrôle.

Pour conclure, il faut se garder des visions simplistes, mécanistes. Des stratégies d'entreprise sont à l'œuvre et il faut une élaboration ouvrière propre, autonome et particulière sur les types d'organisation du travail, les filières de qualification, de formation,... qui sont souhaitées et voulues.

Quelques conclusions

es éléments réunis ci-dessus sur les transformations accélérées de la classe ouvrière depuis le début de la crise, en liaison avec la concentration et le redéploiement du capital, de même que les analyses et réflexions de Jean Lojkine, Benjamin Coriat, Michel Verret, Xavier Browneys et Paul Chatelain, permettent de tirer quelques

1. La classe ouvrière s'enfle, en même temps que ses disparités s'accentuent. Le redéploiement impérialiste des capitaux et leur mondialisation impliquent d'élargir le champ d'analyse de la classe ouvrière, de dépasser une vision strictement interne à la France et de prendre en considération non seulement les ouvriers français et immigrés ici, mais aussi ceux exploités par les capitaux français à l'étranger, dans le Tiers Monde en particulier. Cela soul permet de comprendre et de resituer la diminution du nombre d'emplois ouvriers en France même, la «désindustrialisation», la «tertiarisation», etc. Cela donne aussi la pleine mesure des disparités croissantes à l'intérieur même de la classe ouvrière, conséquences des transformations du procès de production dans un contexte d'offensive du capital.

2. La décomposition de la classe ouvrière s'accompagne de sa recomposition sur de nouvelles bases. Les mutations profondes de la classe ouvrière sont d'abord une décomposition de ses modes antérieurs d'existence. Mais, en même temps, elles recomposent la classe ouvrière sur de nouvelles bases, avec d'énormes brassages géographiques, d'age, de sexe, de qualification, de traditions... Il ne s'agit ni de rester polarisé sur les anciennes formes, ni de privilégier les nouvelles. Il faut prendre en compte la classe ouvrière telle qu'elle est, dans toute sa diversité, ses disparités, son éclatement.

3. Pour afler vers l'unité de la classe ouvrière, il faut partir de sa diversité. La reconnaissance de la diversité est facteur d'unité. Car elle seule permet d'appréhender le pivot stratégique de l'unité de la classe ouvrière : le démantèlement du procès de production capitalisteimpérialiste, pour la satisfaction des besoins économiques, sociaux, culturels, intellectuels des travailleurs. Seul ce point de vue de classe permet à la fois de formuler des objectifs et revendications générales communs à toute la classe -- à travail égal, salaire et statut égaux ; égalité des droits Français-immigrés : même statut pour les travailleurs du même groupe ; non aux licenciements, du travail pour tous... - et de prendre en compte les intérêts et revendications spécifiques à telle couche ou tel secteur, à telle entreprise, à telle situation particulière.

Cela amène à refuser de qualifier de « corporatisme » étranger à la classe ouvrière les revendications de telle catégorie, ce qui accentue la division, tout comme d'identifier la lutte ouvrière à celle de sa propre organisation, ce qui nie le caractère ouvrier de toutes les autres. Au contraire, dans la lutte commune, il s'agit, sur la base des intérêts des uns et des autres, de mener la discussion et la confrontation des idées.

Il reste que bien d'autres aspects sont à prendre en considération pour forger l'unité de la classe ouvrière : les transformations des autres classes et couches sociales, telle la «secondarisation du tertiaire», car toutes entretiennent des liens dialectiques, les aspects liés aux habitats et modes de vie, aux formes culturelles, au rôle des organisations et partis. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Octave Togna et Hnalaine Ureguei du FLNKS:

"Nous refusons d'être les Indiens du Pacifique»

Les médias ont beaucoup parlé de la Nouvelle-Calédonie; très peu ont dit qu'elle est toujours en 1984 une colonie française... Pouvez-vous évoquer le fait colonial en Nouvelle-Calédonie?

Le fait colonial est patent dans ce territoire situé à 20 000 km de la France où flotte le drapeau français. Il est înscrit dans la réalité concrète du pays; c'est la minorisation du peuple kanak dans son propre pays, après 131 ans de présence française. Cette situation, qui existe depuis 10 à 15 ans, est la conséquence de différents facteurs conjugués: le génocide, les décisions de l'administration coloniale de faire venir une immigration massive pour «nover» le peuple kanak et toute velléité séparatiste (1). Elle a voulu faire basculer l'arithmétique en faveur du système colonial et de son

Le fait colonial est patent dans le système économique, système de domination à l'encontre du peuple kanak. Celuici est complètement marginalisé, à tel point que l'économie de ce pays et ses services administratifs pourraient fonctionner sans qu'un seul Kanak soit salarié dans le secteur privé ou le secteur public! Il est remarquable que très peu de Kanaks occupent des postes de responsabilité dans certains secteurs privilégiés de formation, comme l'enseignement, pourtant viviers du néo-colonialisme... Dans le secondaire, on compte aujourd'hui en tout et pour tout cinq enseignants kanaks titulaires, 0,5 à 1% du corps enseignant; dans le primaire, les chiffres sont moins abrupts. Dans la haute administration, il n'y a qu'un seul cadre kanak; à un échelon plus bas, trois chefs de services kanaks, un seul magistrat kanak (depuis six mois). Pas de médecin kanak, pas d'ingénieur kanak. La société «Le Nickel» emploie une dizaine de Kanaks dans la maîtrise et un cadre kanak. Le fait colonial est patent dans le régime foncier. Il existe le domaine des colons, celui des réserves et le territoire domanial. Or, moins de 1 000 colons possèdent près de 400 000 ha de terres et 60 000 Kanaks ont la jouissance de 160 000 ha seulement. Avant la réforme foncière, Jacques Lafleur, leader de la droite coloniale, détenait, à lui seul, 50 000 ha de terres : c'était le premier propriétaire foncier de France! Quant aux terres attribuées aux Kanaks, les réserves, elles sont les plus ingrates... Il n'y a pas eu de mise en valeur des terres de la part des colons qui ont tout polarisé sur l'élevage extensif et n'ont jamais mis les terres en jachère. D'où un dépérissement général

■ Et les anciens colons d'Algérie?

Après la crise du nickel, ils sont venus à l'agriculture, se lançant dans de petits programmes de mise en valeur -unités de fleurs, d'agrumes-, à la périphérie de Nouméa, et qui rapportent beaucoup d'argent...

■ Pouvez-vous préciser ce que sont les réserves?

La majorité des Kanaks sont agriculteurs et 70% vivent dans les réserves. Car elles existent toujours. C'est une réalité coloniale. Les Kanaks ont la jouissance de la terre des réserves, qui, juridiquement, appartient à l'Etat français. Au sein de la réserve, il y a la structure de la tribu qui partage la terre. L'exploitation se fait pour les besoins de la tribu. Il y a peu d'exploitation marchande... On commence tout juste des « opérations café » ...

Sur le plan économique, il y a une partition de fait. Les colons ont fait venir la main-d'œuvre de l'extérieur, de Wallis, d'Indonésie... Il y a 5 ou 6 ans, ils ont pioché dans la maind'œuvre du Vanuatu, et l'ont fait venir par bateaux entiers. comme les négriers...; ces gens touchaient 1 000 F Pacifique par mois -500F environ. Les colons prétendent que les Kanaks sont des « instables », des « fainéants », « incapables de prendre des responsabilités»... Des «bons sauvages», mais dès qu'on élève un peu la voix, ils nous appellent des « terro-

Cependant la réserve a eu un effet bénéfique : elle a permis la survie de la société kanake. C'est le paradoxe de la colonisation : la réserve a marginalisé le peuple kanak, mais elle lui a permis de s'organiser. Tous les Caldoches (2) disent : nous avons mis en valeur le pays, nous avons créé les routes,

suite page 12

suite de la page 11

les hôpitaux. Cela est faux. Ce sont les Kanaks qui ont bâti tout cela. Sous le régime de l'Indigénat, il existait l'impôt de capitation -les vieux ont connu cela -. Le syndic passait dans la tribu, rassemblait 10 à 20 Kanaks, qui devaient travailler chez les colons, sans salaire, et sous les coups de nerf de bœuf!

La terre est importante pour la société kanake. Chaque nom d'individu est rattaché à la terre. En 1878, beaucoup de Kanaks ont été massivement chassés de leurs terres et déplacés dans d'autres endroits. Ils savent toujours qu'ils sont de tel ou tel endroit, leur terre d'origine. La référence est précise et vivace après plusieurs générations : on n'est pas chez soi n'importe où. La conception de la propriété est différente aussi. En Europe, la terre, c'est une valeur marchande. En pays kanak, la terre fait partie de nous-mêmes; son aspect économique est secondaire. C'est une question d'identité nationale. La terre permet à chaque Kanak de se situer dans la structure sociale kanake. Voilà pourquoi la terre fait partie de la revendication politique. Nous sommes conscients qu'elle est aussi un outil économique, qu'elle peut enrichir le pays. Une prise de conscience se fait peu à peu. Auparavant, il y avait un système de troc, les notions économiques n'existaient pas...

■ Et les aspects culturels?

En pays kanak, trente langues sont encore vivantes. Toutes sont interdites de publication et d'enseignement. Avec l'émergence du mouvement indépendantiste, apparaissent des revendications culturelles, pour la réhabilitation des langues, des cultures, de l'histoire, des dernier. arts. Le fondement idéologique du mouvement indépendantiste c'est de réaffirmer de manière vivante la prééminence des valeurs culturelles kanakes en pays kanak. Les enfants apprennent l'histoire de France à l'école... et l'histoire de leur

■ Au plan politique, que s'est-il passé depuis mai 81 en Nouvelle-Calédonie?

En 1977, le FULK (Front Uni de Libération Kanake), le PALIKA (Parti de Libération Kanake), le Parti socialiste calédonien, tous trois indépendantistes ont été rejoints par l'Union Calédonienne. Le Front indépendantiste s'est mis en place, avec également l'UPM (Union Progressiste Calédonienne). En 1979, après la dissolution de l'Assemblée territoriale, le Front indépendantiste a obtenu 14 sièges sur 36, sur une plate-forme indépendantiste. Pour la première fois, il y avait un tel regroupement sur une plate-forme commune. La droite était au pouvoir en France et nos revendications res avec la mise en place de la réforme foncière de Dijoud. Nous avons envoyé

France sur le chemin du retour, elle a rencontré le Parti socialiste et le Parti communiste. L'un comme l'autre, se sont engagés clairement sur le droit légitime du peuple kanak à l'autodétermination dans des communiqués avec nous (3). F. Mitterrand a fait plusieurs interventions en faveur du peuple kanak à l'Assemblée nationale. En 1981, nous avons soutenu Mitterrand et après mai 81, nous lui avons rappelé ses engagements. Trois délégations sont venues successivement, dont l'une avec Pierre Declercq. Puis Emmanuelli est venu, a fait des déclarations... mais il n'y a pas eu suite. Quand Lemoine est arrivé, ça commençait à s'impatienter en Nouvelle-Calédonie. Il a tenu un autre langage jusqu'à proposer la réunion de Nainville-les-Roches en juillet 83, rassemblant des représentants des différents partis. Notre délégation avait pour mission d'y faire reconnaître le droit à l'indépendance du peuple kanak, de définir la date de l'indépendance, de proposer une réforme du corps électoral avant les élections. Bilan : le droit inné à l'indépendance a été reconnu, pas de réforme électorale, pas de date fixée... Et Lemoine a proposé un nouveau statut rejeté fin 83 par l'Assemblée territoriale de Nouméa, par la droite et par nous. Nous avons, quant à nous, proposé un nouveau statut et un projet de réforme électorale: notre député Roch Pidjot les a proposés à discussion à l'Assemblée nationale. Rejeté. Il a proposé 28 amendements au projet Lemoine, Rejetés. Le statut Lemoine a été voté l'in mai 84 par le PS et le PCF, le PCF estimant qu'il était un « pas en avant».

Oue pensez-vous du statut Lemoine?

Ce statut signifie la disparition de notre peuple, non pas en tant qu'individu, mais en tant que peuple. Nous refusons d'être les Indiens du Pacifique. Le statut organise la reconnaissance légale de la position minoritaire des Kanaks à l'intérieur du pays et confie leur avenir à un ensemble de communautés étrangères à la terre kanake. Le grand danger du statut Lemoine, c'est le comité «Etat-Territoire» (4) -formé par moitié du gouvernement, par moitié du territoire proportionnellement aux élus à l'Assemblée territoriale. Nous serions, du coup, 1/5 à l'intérieur du comité « Etat-Territoire »! Et on nous a demandé de donner la bénédiction à un processus qui va nous détruire en tant que peuple! Voilà pourquoi nous avons mis en place le boycott des élections du 18 novembre

Le statut Lemoine nous laisse le choix entre le maintien du statut colonial actuel - appelé pudiquement statut évolutif- et une indépendance à la rhodésienne. Dans le statut, le contrôle de l'immigration échappe au territoire... et il paraît clair qu'allait être favorisée l'immigration de dizaines de milliers de personnes, notamment en provenance de la Réunion, pays se fait à la maison par tradition où la grande masse des gens se lèvent avec la faim et se couchent avec la faim. Etant donné l'importance stratégique du Pacifique, le gouvernement français aurait fait d'une pierre deux coups. Ce calcul subtil allait inscrire la disparition du peuple kanak de manière irréversible.

Quand on regarde le statut de près, on voit que les prérogatives imparties au gouvernement français sont les plus importantes : relations extérieures; contrôle de l'immigration; l'exploration, l'exploitation, la conservation, la gestion des ressources naturelles; la monnaie, le trésor, etc. C'est cela que nous demandons! Alors que le statut nous cantonne dans le régime des bourses, des secours et allocations, le réglement des poids et mesures, etc.! Il peut y avoir des bonnes choses dans le statut, mais dès lors qu'il organise la mort de notre neuple, nous ne saurions l'accepter...

■ Ouelles sont vos propositions?

Notre position est claire. Nous demandons l'exercice du droît à l'autodétermination. A partir de là, une fois acquise l'indépendance, les autres communautés auront à se positionner par rapport au peuple kanak. Ou bien, les membres de ces passaient mal, malgré quelques ouvertu- communautés adoptent la nationalité kanake et adoptent la Constitution et les règles du pays. Ou bien, ils sont des citoyens étrangers à l'intérieur du Kanaky. S'ils ne sont d'acune mission à l'ONU et, de passage en cord avec aucune de ces formules, ils s'en vont. Nous n'inventons rien, cela se pratique ainsi dans tous les pays. Nous ne demandons pas l'exclusion des gens; nous leur demandons de se positionner. Des Européens, des Tahitiens, des Wallisiens militent avec nous; ils ont fait leur choix.

Edgard Pisani a posé des questions. Elles sont intéressantes, mais les réponses sont déjà connues; et dans deux mois, nous risquons de nous retrouver dans la même situation... Voilà pourquoi nous sommes très inquiets. Le gouvernement doit adopter une position claire. Jusqu'ici sa stratégie a été d'éviter l'affrontement entre communautés... Cette démarche a conduit à un échec... et à douze morts kanaks...

Il existe une confusion savamment entretenue par la droite, les médias, et aussi le gouvernement entre la phase d'autodétermination et le processus général de décolonisation. En ce qui concerne l'autodétermination, il y a jonction entre nos revendications, la morale... et la Constitution française, puisqui y est stipulé, par l'article 75 (5), que le peuple kanak est un peuple colonisé, ayant droit à revendiquer l'autodétermi-

Cela ne veut pas dire qu'il y ait exclusion des autres communautés et que nous combattons les droits légitimes de ces autres communautés. Nous disons que les minorités immigrées, colonisées par l'Etat français et amenées en Nouvelle-Calédonie à titre de main-d'œuvre ont fait l'expansion économique du pays, l'ont payée au prix des larmes, de la sueur et du sang; elles doivent trouver leur compte dans l'autodétermination du peuple kanak. Les travailleurs wallisiens sont liés à la libération du peuple kanak; la libération du peuple kanak doit entraîner leur libération. Ils participent de la domination à l'encontre du peuple kanak mais sont aussi victimes; ils sont amenés de fait à jouer un rôle contre nous et fondamentalement contre leurs propres intérêts. Il y a le chantage, la peur, les pesanteurs coloniales. Les Wallisiens sont deux fois plus nombreux ici qu'à Wallis; s'ils y retournent c'est le chaos économique et ils ont peur des Kanaks car on leur a dit que nous allions les chasser demain. Or, demain, nous allons formellement reconnaître le droit de ces populations à vivre en pays kanak.

On nous propose un plébiscite «un homme, une voix» alors qu'il y a «un colonisateur, un colonisé». Il n'y a pas de démocratie possible en situation coloniale. Nous avons fait d'énormes concessions avec la notion de « victimes de l'histoire», intégrant les personnes nées en Calédonie et dont l'un des parents y est né. C'était même quasi suicidaire! Nous avons voulu marquer notre esprit d'ouverture. En face, il n'y a eu aucune concession.

Dans la gauche et l'extrême-gauche en France, certains expriment leur sympathie mais objectent : «la démocratie...». Imagine quatre gangsters qui s'installent dans une maison, pillent le frigidaire, utilisent le lit et qui, au bout d'une année. demandent de normaliser la situation avec les occupants d'origine par un vote pour savoir à qui appartient la maison. Voilà ce qui se passe en Calédonie...

Propos recueillis par Camille GRANOT

(1) Lettre de P. Messmer, premier ministre en 72, au secrétaire d'Etat au DOM-TOM : «La Nouvelle-Calédonie, colonie de pauplement, bien que vouée à la bigarrure multiraciale, est probablement le dernier territoire tropical non indépendant au monde où un pays développé puisse faire émigrer ses ressortissants. (...) A court et à moyen terme, l'immigration massive de citoyens français métro-politains ou originaires des Départements d'Outre-Mer (Réunion), devrait permettre d'éviter ce danger (présence française menacée), en maintenant et en amélio-rant le rapport numérique des communautés. A long terme, la revendication nstionaliste autochtone ne sera évitée que si les communautés non originaires du Pacifique représentent une masse démographique majoritaire. (...) » [2] Caldoches: Européens installés en Calédonie depuis 2, 3 ou 4 générations

(environ 25 000) par opposition aux « x'oreilles» d'implantation récente (fonctionnaires, pieds-noirs, etc.) environ 25 à 30 000.

(3) «Le Front indépendantiste a exprimé la juste revendication d'indépendance du peuple kanak et sa volonté de garantir les droits fondamentaux de l'homme dans l'indépendance. Le Parti socialiste a exprimé sa pleine solidarité au Front indépendantiste dans la lutte qu'il mêne contre la politique de la droite et il a réaffirmé sa volonté de soutenir et de garantir le droit du peuple kanak à décider de son avenir. » (Extrait du communiqué du 9 novembre 1979 signé par le PS et le Front indépendantiste).

(4) Extrait de l'article 1 du statut Lemoine : « Il est créé un Comité Etat-Territoire, qui aura notamment pour rôle de préparer les conditions dans lesquelles sera exercé le droit à l'autodétermination. (...) Ce Comité est composé à parts égales de représentants de l'État et de représentants du Territoire. La répartition des représentants du Territoire sere proportionnelle au nombre des conseillers territo riaux appartenant à chacune des formations politiques siègant à l'Assemblée ter

(5) « Art. 75. – Les citoyens de la République qui n'ont pas la statut civil de droit commun, seul visé à l'article 34, conservent leur statut personnel tant qu'ils n'y ont pas renoncé, a



Pierre Declercq, secrétaire général de l'Union calédonienne, assassiné le 19 septembre 1981. Né dans le Nord de la France, enseignant, chrétien, il a consacré sa vie à la cause de l'indépendance kanake.



« L'avenir calédonien », journal des indépendantistes, 10 rue Gambetta, Nouméa

CRISE — COMMUNISME RENOUVEAU

notre pays (1). C'est un constat. II ne date pas d'aujourd'hui, mais aujourd'hui il est inscrit dans les doutes, les défiances et les rejets de centaines de milliers de travailleurs ici. Pour tous ceuxlà, Tchécoslovaquie, Afghanistan, Pologne, ...ont condamné une espérance, car en aucun cas occupation d'une terre étrangère, chars, injustices et crimes ne sauraient signifier socialisme libérateur pour eux. Pour ceux-là, et parmi eux les plus jeunes, le communisme n'est plus la jeunesse du monde, tant il est marqué à leurs yeux d'exclusives et d'incompréhensions, de verrouillages au nouveau et aux autres, de revirements brutaux et de jeux politiciens, de pratiques d'hégémonie et de récupération. Ce constat est incontournable. Comme devient chaque jour plus évidente la crise du mouvement communiste lui-même : les défections et les éclatements en multiples courants et organisations surtout depuis les années 60, le chambardement sans précédent depuis des décennies au sein même du PCF, qui a culminé aux lendemains des européennes en juin dernier. La crise est bien là.

Certains, dans les rangs des communistes, reçoivent ce constat comme une injure au passé de combats, de courage et de succès, ou comme une injure aux communistes qui œuvrent au renouveau. C'est tout l'inverse : si l'échec est à la porte, le courage et la fidélité au passé imposent de prendre la réalité à bras-lecorps, de prendre pleine mesure de la crise, de distinguer dans l'héritage ce qui est porteur d'avenir et ce qui ne l'est pas (ou plus). D'autres y voient les mauvais coups des médias, « la faute au PS», les effets de la campagne anticommuniste... En d'autres temps, l'anticommunisme n'affecta pas à ce point les rapports en-

e communisme est en crise dans en d'autres pays, les communistes tissent, gardent voire renforcent la confiance des travailleurs et, avec eux, marquent des points contre l'impérialisme et le capital; ici même, des communistes, de différents horizons et organisations, ont maintenu ou regagné la confiance et s'efforcent de surmonter la crise. Crise du communisme ne signifie pas faillite irrémédiable. Crise rime avec renouveau.

C'est notre conviction, le sens de notre action de communistes, en France en 1984. Elle implique de déceler avec minutie les effets de cette crise et d'en rechercher les causes dans tous les domaines, celles qui concernent l'évolution du monde, les mutations de la société, les rudes conditions du combat de classe, mais aussi celles qui concernent les communistes en propre, les thèses et références, les politiques suivies, les rapports entretenus avec les travailleurs, les façons de s'organiser, les intérêts qu'a engendrés l'organisation, etc. Autrement dit, la crise du communisme nécessite une étude approfondie et passionnée de la réalité d'aujourd'hul, des faits, des aspirations des travailleurs, et la recherche sans concessions des reponsabilités des communistes, de leurs pensées et actes, les nôtres y compris. Telle est la démarche que les communistes du PCML s'efforcent de suivre, lustifications, faux-fuyants, réponses à la petite semaine, concessions à « la mode», ne sont pas de mise. Non plus un volontarisme exacerbé pour resserrer les rangs et avancer tête baissée. Il existe une formule largement (et mal) utilisée chez les communistes : «être attaqué par l'ennemi est une bonne chose»; elle a justifié bien des sectarismes et des isolements. Quand on entend par « ennemi » tout ce qui n'est pas soi, et que toute critique est attribuée à l'ennemi, on va tout droit à la pire des solitudes et à l'êchec, Il n'y a pas de quoi en être fier; ce n'est pas un gage de vérité! Dans la crise d'aujourd'hul, il faut avant toute chose balayer devant sa propre porte, mais non en un repli sur soi, entre ses quatre murs...

Car le renouveau du communisme rime aussi avec le renouveau du mouvement ouvrier et populaire dans notre pays. Celui-ci connaît aussi reflux et crise, produits de l'affrontement à un capital offensif pour sa «sortie de crise» et à une droite radicalisée et menaçante et aggravés par plus de trois ans de gauche au pouvoir qui ont déstabilisé ses références anciennes et enterré ses espoirs. La crise du communisme a sa part et sa responsabilité dans la crise d'ensemble. Aussi, est-ce au coude à coude avec tous, militants de partis, d'associa-Ces explications tiennent mal la route. tions, de syndicats, travailleurs et jeunes sans parti, qui s'efsuite page 19

tre les communistes et les travailleurs; (1) Cf. le texte du Ve Congrès du PCML. Travailleurs n°14 (p. 9 à 19).

Flash PCML - Flash PCML - Flash PCML - Flash

Flexibilité du travail :

ENTRAVER LE MAUVAIS COUP DU CNPF

e projet de protocole d'accord sur la flexibilité du travail élaboré le 16 décembre à la suite des négociations entre le CNPF et les organisations syndicales représente un enjeu considérable pour l'ensemble des travailleurs du pays. Son adoption et sa traduction législative par le gouvernement et le Parlement, entraîneraient la modification du tiers du Code du travail et auraient des répercussions à long terme sur l'emploi, les conditions de travail, les droits syndicaux de tous.

Les principales dispositions du projet conduiraient à une multiplication des emplois précaires, contrats à durée déterminée, intérim, dont le patronat a déjà accéléré l'utilisation depuis le début de la crise, ce qui lui permet de tourner la législation sur les licenciements, sans la supprimer, et d'accroître les facteurs de division entre les travailleurs. Les licenciements pourraient se faire plus rapidement. Le calcul annuel de la durée du travail entraînerait la diversification des horaires au gré du patronat, le développement du travail le week-end, le non-paiement des heures supplémentaires et des indemnités de chômage partiel. Un plus grand nombre de patrons pourraient enfin se soustraire aux obligations concernant les comités d'entreprise et délégués du personnel.

Le fait que le CNPF ait promis en «échange» de négocier à l'avance sur les mutations technologiques et de prévoir systématiquement un volet social ne change rien au fait que le projet de protocole d'accord consiste en une régression manifeste du droit du travail, de la protection individuelle et collective des travailleurs face à un patronat de plus en plus agressif et sûr de lui. Les négociateurs CFDT, FO, CGC et CFTC, en élaborant ce texte avec le CNPF, ont voulu, disent-ils, « préserver la politique contractuelle ». Cet objectif n'a pourtant jamais été un but en soi de l'action syndicale, sans référence à la situation et à la stratégie de l'adversaire, mais un moyen pouvant être utilisé, sur la base d'un rapport de forces favorable, pour défendre les intérêts et revendications des travailleurs et améliorer leurs droits et conditions. Force est de constater que tel n'est vraiment pas le résultat de la négociation.

Du moins ces reculs se justifieraient-ils pour bloquer enfin l'augmentation du chômage, permettre des milliers de créations d'emplois et aller vers le droit au travail pour tous? Tel est l'objectif affiché par le CNPF et la motivation mise en avant par les responsables CFDT, FO, CGC et CFTC. Mais depuis quand le but du patronat et du capital serait-il devenu le plein emploi ou la résorption du chômage? Il est, en fait, tout autre. C'est celui de la course au profit et à l'accumulation du capital, de la rentabilisation et de la compétitivité dans la concurrence acharnée au plan mondial. L'emploi n'est que la résultante de stratégies de mise en valeur du capital en France et dans le monde. Un des objectifs essentiels recherché par le CNPF dans la négociation sur la flexibilité du travail est de pouvoir licencier plus facilement et plus rapidement, sans entraves des travailleurs et des syndicats. Sur ce point décisif, le projet de protocole d'accord lui donne satisfaction. Sa mise en œuvre conduirait bien vite aux 2 800 000 chômeurs que vient de prévoir le Conseil économique et social pour fin 1985.

Pas un seul travailleur, pas un seul chômeur, n'a quelque chose à gagner à l'adoption de ce texte. La défense de leurs intérêts crée les conditions réelles pour organiser, sur la base de la diversité de leurs situations concrètes, leur résistance à l'offensive du patronat. Cela nécessite de rechercher sans relâche l'unité d'action de la masse des travailleurs et de leurs organisations, sans exclusive partisane ou syndicale, pour entraver efficacement le mauvais coup Pierre BAUBY

SOLIDARITÉ ACTIVE AVEC LE PEUPLE KANAK!

La solidarité active avec le peuple kanak commence à prendre forme. Mardi 18 décembre, plusieurs centaines de personnes ont assisté à un meeting d'information organisé à Paris par «l'Association information et soutien aux droits du peuple kanak». Le député Roch Pidjot et les représentants du FLNKS Octave Togna et Hnalaine Ureguei y ont expliqué les raisons de leur lutte et leurs objectifs et ont répondu à de nombreuses questions. De nombreux militants des DOM-TOM participaient à cette réunion. A Montpellier, le même soir, plus de 200 personnes ont participé à une soirée de solidarité avec le peuple kanak. D'autres initiatives sont en cours à Lille, Caen, Nancy, Limoges, etc. La pétition lancée par l'Association circule (cf. son texte dans PCML-Flash no103, 104). On peut se la procurer à l'Association information et soutien aux droits du peuple kanak (24, rue de Fontenay 92140 Clamart). Des petites plaquettes d'information utiles sont à disposition ; le Bulletin no1 de l'Association (15F), qui fournit des données sur la Nouvelle-Calédonie, Les Cahiers Pierre Declercq no1 qui évoquent la vie et la lutte du dirigeant indépendantiste. Une «affiche-poster» (reproduite en p.32) est en vente (20 F). Des militants de l'Association peuvent animer des réunions d'infor-

Dans leurs interventions à Paris, les représentants du FLNKS ont dit leur souci de s'adresser au peuple de France, de l'informer et de lui faire comprendre le bien-fondé de leur revendication d'indépendance kanake. Notre tâche de solidarité immédiate est de se faire les relais actifs de ce souci.

En bref... En bref..

MAYOTTE: POUR LE RATTACHEMENT AUX COMORES. Le gouvernement a élaboré un projet de loi reportant à une date ultérieure le référendum sur l'avenir de Mayotte. qu'une loi de décembre 1979 prévoyait d'organiser dans un délai de 5 ans. Pour apprécier ce projet, il faut remonter 10 ans en arrière : le 22 décembre 1974, le peuple comorien se prononçait à plus de 90% pour l'indépendance. Mais alors que l'indépendance des Comores était proclamée le 6 juillet 1975, dans les frontières coloniales, une loi était votée le 3 juillet particularisant le vote de Mayotte et un véritable putsch était organisé sur place par les légionnaires et gendarmes débouchant sur la sécession de l'îte. En 1976, une loi Dijoud érigeait Mayotte en collectivité territoriale de la République française, statut prorogé en 1979 pour 5 ans. Le nouveau projet de loi prolonge l'impasse totale actuelle. Pourtant, Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, reconnaissait dernièrement, dans les colonnes du journal Le Monde, l'appartenance de Mayotte aux Comores et la légitimité des revendications du peuple comorien à ce sujet,

suite page 17

Flash PCML - Flash

En bref ... En bref ...

■ LAURENT FABIUS : EFFORT ET RÉUS-SITE, POUR QUI? Lors de la Convention nationale des 15 et 16 décembre du Parti socialiste, consacrée à la modernisation et au progrès social, de nombreux intervenants ont fait écho au mécontentement profond des travailleurs consécutif aux suppressions d'emplois et à l'augmentation du chômage, comme à la baisse du pouvoir d'achat. Dans son intervention, Laurent Fabius, après avoir indiqué que ula modernisation peut impliquer des supprassions d'emplois, mais elle ne saurait servir de prétexte à la multiplication des licenciements», a ajouté que « la grande modernisation entreprise doit être poursuivie non pas à la hache, mais avec le souci du progrès social ». Mais il a, en même temps, justifié et annoncé la poursuite de la politique gouvernementale d'austérité et de redéploiement qui est à la base même de l'aggravation du chômage et de la situation des travailleurs.

Laurent Fabius a prêché l'effort pour réussir. Mais l'effort et la réussite de qui? Le résultat le plus spectaculaire de 30 mois d'austérité est le gonflement des profits des entreprises. atteignant maintenant les niveaux records d'avant la crise. Pourtant, les investissements n'augmentent que très faiblement et les annonces de suppressions d'emplois se poursuivent allégrament. Ainsi, le plan de restructuration de Creusot-Loire, officielisé le 12 décembre avec l'accord du gouvernement, prévoit la suppression du quart des emplois, sans parler du sort des filiales non encore déterminé. Et les entreprises nationalisées sont à la pointe des suppressions d'emplois, dans la sidérurgie, les mines de fer, à la SNCF (5000 emplois en moins chaque année), chez Renault (9 à 10 000 suppressions en 1985).

La mobilisation des travailleurs que prétendent vouloir réaliser Laurent Fabius et le PS, pour faire face aux dangers que représente la radicalisation de la droite, ne se fera pas à coup de discours ou d'intentions généreuses. Les travailleurs réagissent en fonction de leurs intérêts bien concrets sans cesse remis en cause par la poursuite de la politique gouvernementale.

MENACES SUR LA PROTECTION MA-TERNELLE ET INFANTILE. Dans le cadre de la décentralisation, le Service de protection maternelle et infantile (PMI) est transféré aux départements. Ce service s'occupe actuellement de l'organisation des consultations pré et post-natales, du planning familial, des consultations d'enfants de 2 à 6 ans, des modes de garde du petit enfant, de la prévention dans un sens très large («bonne santé physique et morale...»). Les conditions d'exercice sont très disparates sur l'ensemble du territoire et il est à craindre que la décentralisation ne fesse qu'accroître ces disparités, voire reculer la quantité et la qualité des services rendus dans certains départements peu ouverts à une médecine de prévention. Déjà des menaces existent dans certains départements dirigés par la droite.

PARIS: CHIRAC A L'OEUVRE

Le président du RPR veut, en tant que maire de Paris, « concrétiser dans la gestion communale les grandes priorités nationales de toute politique de redressement». Les initiatives parisiennes de Chirac, particulièrement nombreuses ces dernières semaines, sont effectivement révélatrices de ses projets.

Courant novembre, il a fait voter par chacun des conseils d'arrondissement un nouveau règlement pour les crèches et jardins d'enfants prévoyant d'interdire l'admission des enfants dont un des parents est au chômage et d'expulser les enfants qui y sont déjà. Puis il a fait voter par le Conseil de Paris la majoration de l'allocation versée par la municipalité aux mères de famille décidant de rester au foyer après une troisième naissance de 1 700 francs à 2 000 francs par mois, avec suppression de cette allocation aux familles étrangères. En tant que président du Conseil général de Paris, Chirac veut faire dresser des listes nominatives des étrangers sollicitant l'Aide sociale à l'enfance par les Services de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales, voulant ainsi violer le secret professionnel.

Le projet de budget que vient de présenter J. Chirac comporte, par ailleurs, des dispositions inquiétantes. Il ne prévoit d'augmenter la subvention des Bureaux d'aide sociale que de 2,9%, soit nettement moins que l'inflation et le reste du budget de fonctionnement (+5,85%). Le projet privatise le Service des eaux à compter du 1er janvier 1985 en le confiant à la Société générale des eaux pour la rive droite et à la Lyonnaise des eaux pour la rive gauche. Conséquence pour les usagers : l'augmentation du prix du m³ de 4,23 F à 4,90 F, soit +15,8%. Quant aux 305 des 1800 agents municipaux du Service des eaux concernés par ce transfert à deux grandes multinationales, ils devront choisir entre le détachement et le reclassement dans d'autres services. Chirac envisage de procéder à une privatisation similaire pour le traitement des ordures ménagères, jusqu'ici confié à la TIRU-EDF, le but étant d'« optimiser le rendement du personnel».

■ LES T.U.C. ET LES JEUNES. Pius de 500 000 jeunes de moins de 21 ans sont au-jourd'hui au chômage. Laurant Fahius avait promis que d'ici fin 85 un emploi, una formation ou une activité serait proposé à chacun. Outre la reconduction des dispositions antérieures —formation alternée pour les 16-18 ans, stages de préparation à la vie professionnelle, de mise à niveau, de longue durée, contrats d'apprentissage, d'emploi-formation, en alternance — le gouvernement a lancé les travaux d'utilité collective (TUC) dont 40 000 sont déjà agréés.

Les TUC sont des emplois à mi-temps, rémunérés de 1 200 à 1 700 francs par mois, destinés à couvrir des activités utiles à la collectivité en matière économique, sociale ou culturelle et non couvertes par le secteur marchand ou le service public. La plupart des TUC aujourd'hui connus ne relevent ni d'une formation ni d'un emploi pouvant être stable et samblent plutôt destinés à faire baisser les statistiques du chômage. Pourtant, ce n'est pas le cas partout. Ainsi certains TUC consacrés à l'animation socio-culturelle d'un quartier, ou à l'aide aux institutrices de maternelle ne sauraient tomber sous le coup de la critique sans autre procès. Par ailleurs, devant le désarroi provoqué par le chômage de longue durée et l'absence de toute perspective, de nombreux jeunes ont répondu aux propositions de TUC. S'il est clair que ces TUC ne sont pas la véritable réponse au chômage des ieunes, ils ne sauraient être reietés d'un revers de main, sans examen, avec les jeunes euxmêmes, de leur contenu et de leurs perspectives. Car c'est avec eux qu'il sera possible de trouver des réponses réelles aux problèmes du chômage

BLOC-NOTES

- Le 14 décembre, Pierre Bauby, membre du secrétariat du PCML, a rencontré Y. Moussa, secrétaire du Front Démocratique comorien pour un échange de vues sur la situation à Mayotte.
- Le 16 décembre, Camille Granot, membre du secrétariat du PCML, a assisté aux travaux du XV® Congrès du PSU à Bourges et y a transmis un message de salutation du PCML.
- Le 18 décembre, Pierre Bauby a rencontré l'ambassadeur du Nicaragua qui lui a fait état des développements récents de la stratégle américaine à l'encontre du Nicaragua.

Un supplément à Travailleurs toujours d'actualité :

COMBATTRE LA DROITE ET SES EXTREMES

Au sommaire

-un entretien entre P. Bauby et J-L. Parodi sur les résultats des auropéannes; -une interview d'Alain Rollat, journaliste au Monde et co-auteur de « l'Effet Le Pen»;

-divers articles : «Libéralismo : démagogia ou réalité»; « Reconquête et division»; «Le patronat d'aujourd'hui»; « Pourquoi Grenoble est-ella tombée à droite?»; «La politique industrielle de la droite», un débat avec C. Yamal et M.J. Chombart de Lauwe.

Passer commande à Presse d'Aujourd'hui BP90 75962 Paris Cedex 20 (10 F)

En bref... En bref...

MAYOTTE (suite)

ajoutant même qu'il y a effectivement un problème de décolonisation. Ce que vient de rappeler l'Assemblée générale de l'ONU (cf. plus bas). Soulignons enfin qu'avant 1981, François Mitterrand et le PS s'étaient engagés à procéder au rattachement de Mayotte aux Comores. Le nouveau projet de loi est donc inacceptable.

Dans une déclaration faite à Paris le 13 décembre, Youssouf Moussa, premier secrétaire de la Fédération de Mayotte du Front Démocratique des Comores, demande à M. Lemoine de a réaler définitivement le contentieux dans le respect de la souverainaté et de l'intégrité territoriale des Comores. En tout état de cause, le Front Démocratique s'oppose à toute idée de référendum organisé par la France à Mayotte. Il invite par ailleurs le gouvernement français à honorer les engagements internationaux de la France et à respecter les résolutions pertinentes de l'ONU. Enfin, il propose la tenue d'une table ronde regroupant toutes les parties concernées pour étudier les conditions du retour de Mayotte dans son ensemble naturel. Voilà le vrai réalisme; un tout cas, pour nous, c'est la seule façon de préserver l'essentiel dans les relations entre les Comores

III LA CONVENTION DE LOMÉ RENOU-VELÉE. La troisième Convention de Lomé. qui régit les rapports entre la CEE et 65 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, a été signée le 8 décembre au Togo et entrera en vigueur le 1er mars prochain pour cinq ans. La nouvelle Convention est basée sur les mêmes principes que celles signées en 1975 et 1979 : possibilité pour les pays ACP d'exporter leurs produits agricoles vers l'Europe sans droits de douane et quotas restrictifs; stabilisation des recettes que les ACP tirent de leurs exportations lorsque les cours des matières premières sont inférieurs de 6% au prix de référence. S'y ajoutent cependant un programme de coopération agricole et de lutte contre la désertification, dans la perspective de l'autosuffisance alimentaire des ACP. Enfin, l'aide financière prévue pour la durée de la Convention s'élève à 8,5 milliards d'écus (environ 58 milliards de francs) contre 5,5 milliards pour la précédente Convention.

Cette somme ne représente, compte tenu de l'inflation, qu'un strict maintien de l'aide antérieure, alors que la population des ACP a nettement augmenté et que deux nouveaux pays (le Mozambique et l'Angola) les ont rejoints. Elle ne représente, d'ailleurs que 4 dollars par habitant et par an et reste bien insuffisante par rapport aux besoins. Les Conventions précédentes n'ont d'ailleurs pas empêché la dégradation des termes de l'échange des pays du Tiers Monde : ainsi, en 1975, il leur fallait 11 tonnes de sucre pour acheter un tracteur, il leur en faut aujourd'hui 154 tonnes. Dans le même temps, la part des ACP n'a cessé de décroître dans les importations de la

CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

Bophal, Inde : «accident» dans une usine chimique appartenant à la multinationale américaine Union Carhide. Production: insecticide. Bilan: 2500 morts (2 ou 3 fois plus selon certains bruits officieux...); des milliers de personnes aux yeux brûlés, aux poumons rongés; des centaines de nouveaux morts en puissance... Isocyanate de méthyl où phosgène : notre dioxyne fait bien piètre figure à côté. Warren Anderson, Pdg de ladite multinationale, s'est retrouvé libre sous caution après un bref séjour dans les prisons indiennes pour « homicide par imprudence» (1) Des avocats, américains, réclament 140 milliards de dollars de dommanes et intérêts à Union Carbide... Si on ramêne ce chiffre aux quelque 250 000 personnes (officiellement) touchées : ça fait plutôt léger...

Ailleurs, au Sahel, dans le Nordeste brésilien, en Ethiopie, dans le Sudafricain, des hommes se désespèrent devant des terres rendues stériles, des femmes devant leurs enfants condamnés par une faim endémique. Ici, on nous présente ces drames comme une fatalité. Une planète surchargée qui ne peut nourrir tout le monde; des usines installées dans le Tiers Monde où les cadres ne sont pas à la hauteur; avec, à la clef, de gros montages médiastico-charitables périodiques gouttes d'eau dans un désert.

La vérité n'est-elle pas plutôt : un Nord, en crise, qui continue à s'assurer quelques profits sur un Sud exsangue? Un Tiers Monde tout juste bon à servir de poubelle pour nos déchets industriels ou pour l'implantation d'usines devenues indésirables dans nos verts pays... avec la perspective d'un réservoir de main-d'œuvre à bon marché pour les besognes sousqualifiées. Quand la faim tenaille, on pense moins à l'écologie. « Pas nette, la planète » dirait Plantu.

Dénoncer, combattre, aux côtés du Tiers Monde, ces crimes contre l'humanité est d'une absolue nécessité : l'avenir en est l'enjeu!

CEE, alors que ces pays représentent un débouché croissant : 6,3% des exportations européennes en 1970, 7,2% dix ans après. Enfin, il faut souligner que l'«aide» européenne est très «intéressée», puisque chaque fois que l'Europe met à disposition des ACP un dollar, elle en retire 9, même si la Convention de Lomé est moins désavantageuse pour les pays du Tiers Monde puisque les USA, le Japon et l'URSS retirent respectivement 15, 20 et 25 dollars avec chaque dollar d'aide au Tiers

Lors de la signature, le président togolais, G. Eyadema, a rappelé l'insuffisance de la Convention et appelé les pays du Tiers Monde à compter d'abord sur leurs propres forces : « Nous devons rechercher les voies et mayens permettant d'intensifier la coopération Sud-Sud et particulièrement le coopération intra-ACP. »

MONDE. L'Assemblée générale de l'ONU vient d'adopter une série d'importantes résolutions qui témoignent toutes du rôle décisif, moteur, du Tiers Monde sur la scène internationale et manifestent un soutien actif aux luttes des peuples et pays contre l'impérialisme et l'hégémonisme, pour un nouvel ordre économique international.

Dans une déclaration sur la situation économique critique en Afrique, l'ONU met en cause la détérioration des termes de l'échange, la chute brutale des recettes d'exportation, l'accroissement de la dette, la stagnation des aides, souligne les efforts de coopération entre pays africains pour l'autonomie collective et se prononce pour l'allégement de la dette, la stabilisation des cours des produits de base, un meilleur accès au marché pour les produits africains primaires et transformés et une intensification de l'action internationale.

Une résolution apporte un ferme soutien à l'UNESCO dans sa Constitution, ses idéaux et ses activités, alors que risque de se concrétiser la menace des USA, suivis par la Grande-Bretagne, de quitter et de ne plus financer l'orgenisation. L'ONU a, par ailleurs, annoncé que 159 pays ont signé la Convention internationale sur les droits de la mer, mais pas les USA, la Grande-Bretagne, la RFA qui s'opposent à la création d'une organisation internationale d'exploration et d'exploitation des fonds marins internationaux, espérant utiliser leur avance technologique pour amasser de gigontesques profits.

A propos du Sahara occidental, l'ONU appelle à la négociation entre le Maroc et le Front POLISARIO pour qu'un référendum d'autodétarmination, sous les auspices de l'OUA et de l'ONU permette au peuple saharaoui d'exercer son droit à l'indépendance.

Plusieurs résolutions soutiennent les droits des peuples-à l'indépendance et à la souveraineté : elle concernent la Namibie et l'Afrique du Sud contre les menées du pouvoir raciste de Prétoria; Israël, condamné pour les violations persistantes et continues des droits des Palestiniens dans les territoires occupés; l'Afghanistan et le Cambodge que doivent quitter les troupes étrangères soviétiques et vietnamiennes qui les occupent militairement.

Enfin, l'Assemblée générale de l'ONU a, une fois de plus, demandé à la France d'engager des négociations avec les Comores en vue de réintégrer Mayotte dans l'archipel des Comores. Seule la France a voté contre (cf. page 15).

Flash PCML - Flash PCML - Flash PCML - Flash

DANS LA PRESSE LOCALE DU PCML

Tout d'abord, bonne route à un nouveau bulletin, « Camerade », bulletin de Nancy, qui vient de sortir son premier numéro en novembre. Aux quatre coins du pays, le chômage et les licenciements sont toujours la préoccupation dominante. A preuve les articles qui émaillent la presse...

Dans PCML-53 (Mayenne) de novembre, un article, « Port-Brillet : attention 105 licenciements peuvent en cacher d'autres», dit notamment : «La direction de la SGF dit que 105 licenciements sauveront les emplois restants. La CGT dit que derrière le plan de 105 licenciements se cache la volonté de la direction de liquider l'usine de Port-Brillet, Qui croire? La réponse est facile. En effet, la SGF n'en est pas à son coup d'essai : d'autres sites du proupe ont déjà été fermés. D'autre part, quand la direction a vendu à Bonnet le secteur «grandes cuisines» qui était un secteur rentable, les intérêts financiers cachés derrière la SGF avaient bel et bien décidé de répartir leurs capitaux autrement, sans se soucier davantage du sort des travailleurs. Derrière la filialisation, la fin de la diversité des productions, se cache bien un plan de liquidation dont l'étape de 105 licenciements n'est qu'un jalon. Toute la région autour de Port-Brillet

Dans Vivre et lutter à Vitrolles de décembre 84 : « Radio Bayard n'a pas recu l'autorisation d'émettre, en conséquence, elle est menacée de la saisie de son matériel et de poursuite judiciaire. La section de Vitrolles du PCML proteste devant de telles menaces contre une petite radio, constituée uniquement de bénévoles, alors que d'autres radios «faussement locales» dotées de moyens et d'émetteurs puissants enfreignent chaque jour les règlements. Aussi avec tous les auditeurs nous exigeons que l'autorisation définitive d'émettre soit accordée à Radio Bayard. Au moment où l'autorisation de la publicité sur certaines radios locales provoque déjà des scandales financiers, des affrontaments entre radios commerciales rivales, la disparition de stations achetées par des plus riches, la constitution de véritables réseaux de radios locales (Hersant-La-Pieuvre y étend déjà ses tentacules), il est bon que continuent à exister de véritables radios associatives, véritablement locales, faites par et pour les habitants. Radio Bayard est de celles-là. Aussi, soyez toujours plus nombreux à son écoute sur 97.2 Mghz, car les émissions continuent, w

est concernée, et la population doit se mobiliser pour empêcher un sabotage qui signifierait la mort de la vie économique et culturelle locale. (...) »

Dans La Lettre du PCML (Région Nord) de décembre, sous le titre : « Les acièries de Lesquin ou le patronat de droit divinu, on peut lire : « Les aciéries de Lasquin sont menacées de fermeture avec 515 licenciements à la clef. Comment une entreprise bénéficiaire, avec un carnet de commandes bien rempli, des perspectives intéressantes et n'ayant jamais eu recours à une aide de l'Etat peut en arriver là? Cela peut paraître mystérieux puisqu'on nous dit et nous répète que seules sont menacées les entreprises non rentables. Alors? Eh bien là encore, les aciérles de Lesquin, malgré leurs bénéfices, risquent d'être condamnées par la volonté d'une majorité de leurs actionnaires qui, dans le cadre d'un plan des restructuration des aciers moulés, ont décidé de la fermeture pure et simple de l'usine de Lesquin ainsi que de celle d'Haine-St-Pierre en Belgique, II n'y a aucune justification d'ordre économique, tout le monde le reconnaît. C'est le « bon vouloirs du patronat qui, par une opération financière, va se redistribuer le carnet de commandes des aciéries de Lesquin - Haine-St-

Dans Seine et Marne Action (77) de novembre : « Les travailleurs de Renou Dardel, Sauer, Musil ne doivent pas faire les frais des tripatouillages financiers de la direction! De nouvelles procédures de licenciements (8 à Renou Dardel, 33 à Sauer) sont engagées. Pourtant, les affaires du groupe qui dirige en fait ces trois sociétés ne sont pas si mauvaises. Rachat et aménagement de l'ex-Selio. Investissements prévus de plusieurs centaines de millions de centimes. En jouant sur les différentes sociétés, cela permettra d'éliminer un personnel qui a des avantages, qui sait se faire respecter (comme par hasard la plupart des délégués et des militants d'une section CGT particulièremet dynamique sont dans la charette). Un exemple éloquent : chez Musil, 16 licenciements économiques l'année dernière et embauche maintenant d'intérimaires, même d'ex-licenciés mais sans contrat l'a

Dans War Zao (Dehout) du PCML-Bretagne, d'octobre, c'est la liquidation de l'électronique dans le Tregor qui retient l'attention : « Ce ne sont pas moins de 1 200 emplois que les groupes nationalisés CGE (par Alcatel interposé) et Thomson veulent sup-

Dans Rhône-infos de novembre 84, un appel du PCML de Lyon auquel nous nous associons tous : «Toumi Djaïdje emprisonné, c'est son combat pour l'égalité qui est touché. Quand les syndicats de policiers crachent publiquement «ce n'est qu'un délinquant», il est nécessaire de soutenir Toumi.»

primer. Gravement touchés Guingamp et Lannion le sont déjà avec leurs 9 000 chômeurs. Avec la réduction des effectifs dans ce secteur vital pour le Tregor, ce sont des milliers d'emplois qui sont menacés. C'est inacceptable. Le gouvernement portera là une lourde responsabilité, lui qui a déjà déménagé plus de 500 emplois de l'électronique vers la Lorraine. (Ce n'est pas en vidant une région pour équiper une autre qu'on résoud le problème). Les groupes nationalisés, fer de lance de l'économie capitaliste et impérialiste organisent le sabotage délibéré de l'économie locale. (...) Le Tregor, debout dans la grêve générale le 12 octobre, c'est aussi le symbole de la volonté des travailleurs bretons de vivre et de travailler au pays. (...) Si l'unité fut à la base du succès de ce 12 octobre dans le Tregor, (...) il y avait un grand absent : la paysannerie. Tandis qu'en désordre, ouvriers et paysans se battent qui contre les licenciements qui contre la liquidation accélérée des petits producteurs par le biais des quotas laitiers, patrons industriels et agro-alimentaires avec l'Etat capitaliste continuent leurs « restructurations ». Plus que jamais, le mouvement ouvrier se doit de rechercher l'unité avec la paysannerie, il y va de l'avenir du peuple breton. (...) »

Dans Débat communiste (Orléans) de novembre 84, sous le titre : « Or-Idans : une rentrée bien agitée » : Abordons dans un premier temps le douloureux problème de la culture dans notre ville. Non pas qu'il soit plus grave qu'un autre mais parce qu'il se trouve que c'est dans ce domaine particulier que l'opposition entend faire le forcing afin de damer le pion à ce que l'on appelle les «intellectuels de gauche». Il fut un temps où la vie culturelle à Orléans était très riche, trop riche aux yeux de certains. C'est pour cela que l'on a bouclé les maisons de jeunes et de la culture, limogé leurs directeurs. C'est pour cette raison que l'on a transformé ces MJC en sombres relais d'Animation service, en ludothèques insipides, inodores et incolores. Exit la différence dans notre bonne ville. Mais apparamment cela n'a pas suffi. La MCO offrait encore trop de différences. Sous prétexte de difficultés budgétaires (réelles mais non définitives) la municipalité a tranché dans le vif pour donner à la culture son caractère abêtissant tel qu'on le pratique par trop souvent à la télévision. Bref, on a voulu niveler par le bas. Le vraie culture doit être l'apanage de l'élite. La masse des Orléanais doit être écartée de cette culture. En conclusion provisoire à cet aspect de la politique municipale, faisons remarquer que personne ne parle plus des MJC. A croire que même au sein de l'opposition municipale, il vaut mieux étouffer l'affaire... »

suite de la page 14

forcent de se dégager des politiques qui ont failli, des conceptions qui divisent et qui freinent, des formes d'organisation qui étouffent, que les communistes peuvent se ressourcer et participer utilement du renouveau d'ensemble. Dans une démarche sans a priori ni exclusive, une démarche autocritique et constructive. Chacun le sent : le temps presse, l'horizon est menaçant et la tâche rude et de longue haleine, même si, ici et là, dans l'action et le dialogue quotidiens, dans

l'émergence de forces neuves, jeunes et exigeantes, on sent poindre le nouveau.

Notre contribution est dans l'action et l'effort de rassemblement; elle est aussi dans un apport à la réflexion et au débat. Pour ce numéro de *Travailleurs*, nous livrons un inventaire du «NRPM: nouveau rassemblement populaire majoritaire», pivot de la stratégie proposée au XXVe Congrès du PCF, et une amorce de réflexion sur la question de l'organisation. D'autres articles dans ce numéro (la classe ouvrière en mutation) ou dans les précédents (la France et le Tiers Monde; la droite et ses extrêmes), etc., sont aussi à verser au dossier

Camille GRANOT

LE NRPM, qu'est-ce?

e NRPM n'est pas un nouveau sigie de parti. C'est ainsi que les militants du PCF désignent le « nouveau rassemblement populaire majoritaire » que le Comité central propose comme pivot de la stratégie du PCF pour son XXVe Congrès et que Georges Marchais a lancé solennellement vers l'extérieur à la Mutualité le 6 décembre.

Nouveau renvoie au passé et à son bilan. Rassemblement interroge sur les objectifs et le contenu de la politique proposée. L'adjectif populaire recouvre l'analyse de classes sous-tendant le rassemblement proposé. Majoritaire concerne la vaste question des voies et moyens. L'ensemble fait écho de nombreux débats vitaux pour les communistes : rôle et place du parti dans le rassemblement, relations unité à la base/ unité au sommet, politique d'alliances et travail autonome, pluralisme polítique et rôle dirigeant, etc.

Ces quatre petits mots, quelque peu galvaudés, renvoient à une discussion grosse d'histoire et aussi de déboires,

dans une situation politique précise pour le PCF de déclin électoral et aussi d'impasse stratégique... après le départ d'une « base d'appui » certes étroite, qu'a constituée l'activité de quatre ministres au gouvernement trois ans durant. Pour savoir ce qu'est le NRPM, pratiquons l'inventaire de chacun de ces quatre mots en relation avec les textes du PCF (cités p.20) et avec les faits politiques à notre connaissance.

NOUVEAU

La formule n'est pas nouvelle. Waldeck Rochet utilisait déjà une notion fort proche : « mouvement majoritaire de la nation laborieuse». Par la suite, elle est de tous les Congrès, avec des variantes. Fin 77, alors que le PCF se bat pour la «réactualisation» du Programme commun, Georges Marchais explique que rien ne peut se faire « sans l'union en un puissant rassemblement largement majoritaire» (« Parlons franchement»). Deux ans plus tard, lors du XXIIIe Congrès (79), alors que l'union de la gauche sur un programme n'existe plus, le rassemblement doit être « nouveau», « sous le contrôle des travailleurs», la gauche devant être rééquilibrée pour qu'il soit « plus durable ». En février 1982, lors du XXIVe Congrès, alors que quatre ministres communistes participent au gouvernement Mauroy, le rassemblement est de « haut niveau» dans une union « loyale » et « efficace ». Aujourd'hui,

suite page 20

PIVOT DE LA STRATÉGIE : « Ce que notre parti a décidé de se donner comme orientation fondamentale, c'est de proposer au mouvement populaire et progressiste de notre pays d'avancer vers un socialis me à la française dont l'originalité répondra aux traditions et aux conditions spécifigues de notre pays, aux caractéristiques de l'époque que nous vivons et du monde qui nous entoure. Ce que nous avons déci dé, c'est que cette avancée devrait se faire, non par la guerre civile ou une phase de contrainte imposée à la société, mais par l'élargissement systématique des conquêtes et des positions démocratiques, sous l'impulsion d'un mouvement populaire majori taire. Nous avons encore ajouté que ce mouvement majoritaire de la nation de vrait naturellement s'exprimer à chaque étape, dans le suffrage universel et aussi - je dirai : surtout - de façon continue dans la lutte, dans un rassemblement vi vant, multiforme, se réalisant dans l'action des différentes couches populaires intéresséss au changement.» (G. Marchais – 17, 18, 19 sept. 84)

CRITIQUE DE L'ANCIEN : « ... nous repoussons la conception ancienne qui transforme en simples fantassins les forces les plus diverses qui se rassemblent dans un mouvement dont la direction est exercée ailleurs. Une conception qui cantonne le mouvement populaire dans un simple rôle d'instrument de pression avant l'accord pour en permettre la conclusion, et de soutien après l'accord pour en favoriser l'application. On mesure actuellement les conséquences d'une telle situation. Avec cette conception. la mise en œuvre d'une politique nouvelle est conditionnée par les décisions du Parti socialiste.»

(Projet de Résolution du XXV[®] Congrès du PCF)

LE PROJET : « Notre projet de société, le socialisme à la française, la voie de son édification sont démocratiques de part en part. Le projet et la démarche sont complètement nouveaux. Ils constituent une nutre façon de faire de la politique qui se heurte aux conceptions précédentes, à la pratique, à l'expérience enracinée du pas-

(Projet de Résolution du XXV[®] Congrès du PCF)

L'ETAT : «Le PCF décide d'engager une réflexion sur cette grande question de l'État et des institutions afin de présenter des propositions le moment venu. (Projet de Résolution du XXV® Congrès

L'ANALYSE DE CLASSES : « Tous les travailleurs, ouvriers, techniciens, employés, ingénieurs parfois qui en sont partie intégrante (du travailleur collectif) ont -quant au fond - le même rapport d'exploité à exploiteur avec celui qui tire profit de la richesse qu'ils créent. L'évolution des conditions de travail et de vie de millions d'autres travailleurs -employés, ingénieurs, cadres, chercheurs, enseignants, intellectuels des différentes disciplines, paysans travailleurs, travailleurs indépendants - les ont, au total, rapprochés de ceux-ci.»

(Projet de Résolution du XXV[®] Congrès du PCF)

LA FORME DE L'ALLIANCE : «La chair d'une majorité politique ne peut pas être dans le rassemblement hétéroclire de formations déjà cataloguées; elle doit être dans un rassemblement actif, responsable, de femmes et d'hommes réunis autour de perspectives concrètes qui concernant le fonctionnement de la vie sociale, »

(Roger Martelli)

suite de la page 19

le projet de Résolution convie encore à un rassemblement « nouveau » pour des « solutions anti-crises ».

Que signifie donc ce qualificatif de «nouveau» régulièrement commenté et rapporté à « la grande mutation du PCF engagée» qui, dit Francette Lazard dans Révolution «peut vraiment commencer à prendre corps»? De fait, ce terme « nouveau » semble aujourd'hui signifier le met de la stratégie d'avant 76, celle du Programme commun, dite d'union au sommet (cf. 2e citation ci-contre), qui « cantonne le mouvement populaire au rôle d'instrument ». Il autocritique la politique d'alliances menée avec le PS et le retard pris de 1976 à 1984 à mettre en œuvre la «nouvelle» stratégie, les trois ans passés au gouvernement ayant freiné la compréhension de ce « nouvegu ». A preuve, dit le Projet, la baisse électorale qui interviendrait après la signature du Programme commun. Aujourd'hui, le « nouveau» peut « prendre forme » autour d'un PCF, seul corps organisé porteur du changement, s'efforçant d'en convaincre « les gens ».

Cette vision du passé... et du nouveau à mettre en œuvre appelle différentes remarques. La première concerne le déclin électoral : il date de 1979 (11,9% des inscrits), continue (12,4% des inscrits) au premier tour des présidentielles et s'accroît (6,1% des inscrits) aux européennes de 84. Par contre, il y a stabilité de la signature du Programme commun aux européennes de 79 : 17% des inscrits aux législatives de 73, 16,8% à celles de 78. Les chiffres démentent la vision du Projet de Résolution attribuant le déclin au Programme commun; ils font apparaître, il est vrai, que le Programme commun « profite» plus au PS qu'au PCF (PS: 16,5% en 73; 20,5% en 78) mais le déclin date de la période de rupture et non l'inverse. Sans doute doit-il être attribué à un faisceau de causes et sûrement pas à la seule stratégie du Programme commun. Autre remarque : pour l'observateur, le militant ou le travailleur, extérieurs au PCF, le changement de stratégie daté à 76 n'apparaît pas, mais se distinguent des politiques qu'un membre du CC du PCF, Félix Damette appelle les «zigzags»: Programme commun, étape intermédiaire pour un socialisme à la française (72-77); rassemblement pour «rééquilibrer» en faveur du PCF (77-81) qui prend la forme d'une lutte à outrance anti-PS dans les années 79-80; puis rassemblement subordonné au «bon sens» des décisions gouvernementales (81-84), la participation gouvernementale paraissant la seule politique permettant « la remontée d'influence» du PCF; puis enfin, aujourd'hui, le NRPM qui, dans les faits, semble renouer avec la période 79-80, l'antagonisme au PS semblant la planche de salut pour se refaire. Autrement dit, avant d'aborder le contenu et la forme actuels du NRPM, présenté comme pivot de la stratégie, notons que ces dernières années, la politique d'alliances du PCF a été dominée tout autant - ou plus - par le problème épineux du poids respectif de chaque parti dans l'union que par les objectifs assignés au mouvement.

RASSEMBLEMENT

Quels sont les objectifs? Quel est le contenu du NRPM? Le projet c'est «le socialisme à la française» défini comme «démocratique» car on y parvient «démocratiquement» et que son contenu est lui-même « démocratique ». Pour preuves les objectifs éclatés en sortes de « ministères » : « l'emploi dans une nouvelle croissance», «niveau de vie et justice», «formation», «l'être humain», «l'égalité des femmes», «le rôle des jeunes», le «champ des libertés», «un monde sans armes». Le NRPM n'exige de personne, pour en être partie prenante, d'être d'accord avec l'ensemble; les convergences multiformes et différenciées en feront la force stratégique. Les objectifs sont généreux mais aussi fort généraux ; la vision de l'avenir, «qui commence aujourd'hui» paraît tellement ouverte qu'elle en est floue. Curieusement, le texte est pris de pleinfouet par la perception courante et largement partagée qu'ont beaucoup de travailleurs du socialisme style PCF : société plus où moins liée à l'URSS et lui ressemblant, uniformisation du corps social, autoritarisme de l'Etat et manque de liberté, voire pire...

Le PCF explique cette contradiction entre sa vision proclamée et la vision perçue, par la campagne anticommuniste,

le rôle des médias, les attaques de la droite et de la fausse gauche, etc. Explication pour le moins insuffisante car ces réalités ne sont nullement récentes dans le pays; en d'autres temps, le PCF a crédibilisé sa vision de l'avenir pour des millions de travailleurs, beaucoup plus qu'aujourd'hui. En d'autres lieux, en 1984, un autre parti, le PCI, possède une image positive et une confiance large dans la société italienne. Les médias n'expliquent pas tout. Il y a sans aucun doute autre chose. Le Projet implicité une pratique, des non-dits, des absences qui décrédibilisent les intentions affirmées. Prenons queiques exemples.

Le Projet de Résolution - cela n'est pas nouveau et date de 1976 - rejette la notion de « modèle » : Octobre 17 a vécu. le socialisme à la française sera différent du russe; le PCF a pris du retard sur 1956 qui rompit la vision ancienne. Certes. Mais, si depuis huit ans le PCF n'a pas vraiment convaincu de cette rupture, c'est que le bât blesse encore. Depuis 1956, la priorité des priorités n'est plus à la défense de l'URSS, avantgarde menacée, mais subsiste la conception d'un « camp» dont l'élargissement permet l'avancée des révolutions, pour l'essentiel pacifiques en pays démocratiques, à l'ombre de ce gigantesque rapport de forces! La vision actuelle du PCF intègre cette vision du monde, que de plus en plus de travailleurs de notre pays ont rejetée après l'Afghanistan, la Pologne. Les remarques sur les « manquements à la démocratie », un communique PCUS-PCF mentionnant des « divergences» ne pesent pas lourd face à l'immense doute et au rejet grandissant de l'URSS et de son « camp» comme possible avenir radieux, comme « socialisme libérateur ».

Autre exemple : la reconnaissance des « spécificités » de la société française, de ses e mutations », dans lesquelles doit nécessairement s'inscrire le projet. Depuis 1976, et notamment lors du XXIVe Congrès, des travaux des économistes, historiens, sociologues du PCF au sein de l'IRM et des militants de terrain, ont été intégrés à la réflexion collective. Pour autant, ils ne semblent pas avoir modifié sensiblement la vision de

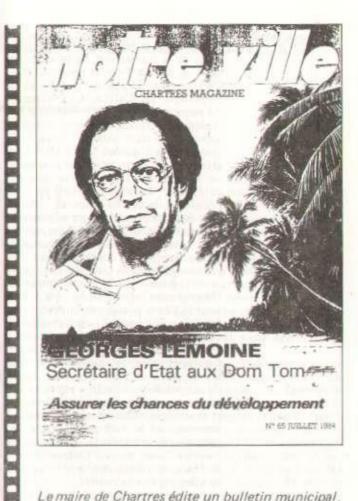
l'avenir et encore moins les pratiques. Ainsi, manquent aux objectifs, des points revendicatifs qu'exige la situation actuelle et que porte déjà la mobilisation d'un certain nombre de forces populaires dans notre pays : l'égalité des droits entre Français et immigrés ; la lutte spécifique contre l'extrême-droite, par exemple. Ces objectifs et d'autres ne sont pas de conjoncture, mais s'inscrivent dans une bataille de long terme, dans une vision de l'avenir. La question n'est pas tant de faire preuve d'une imagination inventive et généreuse pour un bel avenir que d'enraciner les objectifs de transformation à la société d'aujourd'hui. Le bât blesse là aussi, tant que la vision de la France d'aujourd'hui n'intègre pas son caractère impérialiste; du coup, la vision de l'avenir n'envisage pas les ruptures nécessaires avec la logique du système impérialiste français, et s'en tient la plupart du temps à identifier l'impérialisme au seul impérialisme américain. Les conséquences en sont multiples tant dans les propositions économiques ne remettant pas en cause, la dimension impérialiste des entreprises nationalisées par exemple, que sur la question de l'État. Malgré trois ans d'expériences au gouvernement, sans doute riches de leçons, le Projet renvoie à plus tard (cf. p. 20); de fait il reprend une vieille vision instrumentale - celle de la « monarchie absolue » d'un Mitterrand pieds et poings liés au capital, alors que l'expérience de la gauche au pouvoir tendrait à mettre en évidence le caractère de « stratège du capital » de l'Etat impérialiste d'aujourd'hui.

Ou'on comprenne bien notre propos : le « vers quoi, pour quoi rassembler?» n'est pas une question véritablement éclaircie dans les rangs ouvriers et populaires. Sans en connaître les réponses, il nous apparaît, à la lumière du passé et de ses déboires comme à celle de la réalité d'aujourd'hui, nécessaire d'ancrer les efforts de réponses sur deux points : la rupture avec l'URSS, ses actes et sa vision du monde; la rupture avec la logique capitaliste et impérialiste de la société française d'aujourd'hui.

POPULAIRE

Populaire renvoie à l'analyse de classes - qui rassembler? et à la forme du rassemblement - comment rassembler?

suite page 22



Le maire de Chartres édite un bulletin municipal, «Notre ville». Son numéro de juillet coupe le souffle : cocotiers et lagons y évoquent les « chances de développement » de l'« outre-mer » d'une France sur laquelle « le soleil ne se couche jamais ». Le maire de Chartres est aussi le secrétaire d'Etat à ces prétendus « DOM-TOM » : Georges Lemoine dont le visage apparaît, tel un gouverneur des co-Ionies, C'est grotesque et honteux! On s'étonne un peu moins de ce que le statut qui porte son nom n'ait pas répondu aux droits légitimes du peuple kanak, Georges Lemoine se croit toujours aux temps de l'empire colonial.



Beaucoup d'études quant aux mutations de la société ont été produites et publiées dans différentes revues du PCF. Cela transparaît peu dans le Projet de Résolution. Du XXIIe au XXVe Congrès, on retrouve la même énumération sociologique des couches sociales disposées autour de la classe ouvrière. Seule l'analyse de celle-ci évolue : au XXIIIe Congrès, il est question de « classe ouvrière » , au XXIVe de « classe ouvrière dans son extension», au XXVe (projet) de « travailleur collectif, les hommes affectés aux fonctions productives nouvelles». L'un des faits notables de la période est bien le bouleversement du processus de production (cf. le dossier dans ce Travailleurs); la classe ouvrière s'élargit et se différencie dans le même temps; cet élargissement interne et externe à l'hexagone (dans le cadre de la division internationale du travail) est à prendre en compte au quotidien; comme sont à prendre en compte les interférences entre classes et couches sociales également. De ce point de vue, rassembler autour du «travailleur collectif» apparaît une démarche trop étroitement économique et assez figée, d'autant que les bouleversements sont loin d'être achevés, et encore moins stabilisées les visions que se font les classes de ces bouleversements et leurs représentations politiques, culturelles, organisationnelles.

Sur ce dernier point, le souci par ailleurs affirmé par le Projet de Résolution de rassembler largement, de prendre en compte les diversités et les particularités, fait très souvent défaut. Car les hommes et femmes qui se battent aujourd'hui pour « des perspectives concrètes qui concernent le fonctionnement de la vie sociale», pour la plupart, ne sont pas isolés, sans organisation et en attente du NRPM; Ils sont organisés dans les syndicats (CGT, CFDT, FEN, SGEN, MO-DEF, Travailleurs-Paysans, etc.), dans les associations nationales (CNL, CSCV, CSF, FCPE, MRAP, FASTI, CIMADE, MRIC, etc.) et aussi dans des comités locaux (antiracistes, écologistes, culturels, de jeunes) et dans des partis (PS, PSU, Verts, partis dits d'extrême-gauche, partis des minorités nationales, etc.). Rejeter le rassemblement dit « hétéroclite de formations cataloguées » (cf. p. 20, la citation de R. Martelli) conduit à exclure d'emblée l'alliance avec tous les hommes et femmes organisés du pays qui sont hors de la mouvance du PCF! Sans doute, des exigences émergent-elles pour refuser les « cartels » inefficaces, les signatures d'organisations au bas d'un tract sans mobilisation réelle, les initiatives prétendument unitaires sous la houlette d'un grand parti imposant sa loi. Pour autant, ces réalités existent et aucun rassemblement ne saurait ignorer l'organisation du mouvement ouvrier et populaire, tel qu'il est aujourd'hui : sa diversité idéologique, son éparpillement organisationnel, ses exclusives et méfiances réciproques, ses mauvaises habitudes et ses exigences de renouveall

Faute de quoi, le rassemblement risque fort de ne regrouper que les hommes et femmes déjà convaincus par le PCF ou gagnés au un par un, laissant les autres de côté. Une telle conception du rassemblement sous-tend des pratiques quotidiennement vécues par les travailleurs et les militants qui ne sont pas dans la mouvance du PCF : sélection des alliés (refus de participer à telle action car il y a les «gauchistes» ou car il y a la «fausse gauche» CFDT ou PS); volonté de se mettre en avant sans toujours respecter les règles du rassemblement déià réalisé (cf. à certaines occasions lors de la Convergence 84); refus de participer quand on n'a pas l'initiative, etc., et création d'initiatives séparées, etc. Ces pratiques détestables pour le rassemblement ne sont pas l'apanage du PCF; elles sont partagées par d'autres... et il arrive aussi, à l'inverse, que des militants du PCF n'y souscrivent pas. Nous voulons souligner ici une conception profondément néfaste : celle du ralliement autour de sa propre bannière, qui ne prend pas en compte l'ensemble des intérêts et des acteurs du mouvement social. Il n'est pas plus mobilisateur d'être les «fantassins» d'une politique autonome d'un parti que d'être les «fantassins» d'un accord de sommet entre deux partis.

MAJORITAIRE

Elections et lutte sont les deux termes de la voie et des moyens pour construire le socialisme à la française, pour conquérir la «majorité». A la lecture du Projet, on bute sur des absences de taille : la thèse des «bases d'appui» et des «seuils» qui ponctuaient l'avancée graduelle au socialisme dans les Résolutions du XXIIIe et XXIVe Congrès. L'investissement de l'Etat - participation gouvernementale, municipalités-, la participation à la gestion des nationalisées dans l'entreprise, la démocratisation de l'entreprise par les lois Auroux, constituaient des «bases» pour l'avancée démocratique. Aujourd'hui, point n'est dit. Et l'on revient à un schéma plus « classique» : lutte, élargissement de l'influence, traduction électorale... pour la conquête de la majorité, admettant d'ailleurs de nouvelles alliances électorales avec le PS. Stratégie électorale frontale un peu courte quand on pèse 7% des inscrits et 11%, 12% des votants! A lire la tribune de discussion dans L'Humanité, le débat n'est pas vif là-dessus : on critique le «grand soir» et la «voie violente», on fait l'impasse sur les « bases d'appui». Le lecteur du Projet reste sur ses interrogations : comment passer de 11% à la majorité pour les solutions «anti-crises»? Que faire de l'Etat? Là encore, la vieille thèse qui oppose « voie pacifique » et « voie violente » comme deux choix exclusifs l'un de l'autre paralyse toute réflexion sur la réalité. Réalité qui impose en permanence une dialectique légalité/illégalité, violent/pacifique, centralisation/décentralisation... Depuis mai 1981, les forces de droite en font la démonstration qui contredit la thèse du Projet : « Il est désormais possible de créer des rapports de forces qui mettent la hourgeoisie dans l'Impossibilité de recourir à la violence et à la contrainte». Depuis mai 81 également, l'investissement graduel de l'Etat a magistralement démontré ses limites. Cela oblige à réfléchir sur une base d'expérience aux conditions, moyens et modalités de la destruction de l'Etat impérialiste.

L'inventaire de la proposition de NRPM faite au mouvement populaire met en évidence de solides verrous : - la persistance de thèses anciennes, (certaine prise de distance mais non rupture avec l'URSS et surtout vision du monde en deux « camps », « parapluie » sous lequel s'abrite le NRPM et condition de son succès; thèse de l'Etat et de la voie); -- une insuffisance de la prise en compte de la réalité française, notamment du caractère impérialiste de la société, ce malgré certaines ouvertures du XXIVe Congrès (les mutations) « gommécs » dans le projet actuel; -un décalage persistant d'avec les problèmes concrets posés au mouvement populaire aujourd'hui (défensive, racisme, droite et extrême-droite...); - une conception de l'alliance toujours conque comme ralliement aux thèses du PCF, et ce, malgré certaines ouvertures reflétant des préoccupations bien réelles au sein du PCF. Au fond, le NRPM semble une recherche de cohérence, une tentative de réponse aux problèmes posés par le recul, les rapports au PS, de manière interne au PCF, et nullement une issue globale positive pour le mouvement populaire. Alain SENTIER

L'organisation sur la sellette

Avant-garde : « Force dirigeante de la classe la plus avancée, à savoir le prolétariet, le parti communiste apparaît de ce fait comme la force d'avant-garde de toutes les couches de la société qui luttent contre les monopoles, contre l'oppression sociale et nationale. Cette thèse est réflétée dans les programmes et les statuts des partis communistes. »

(Le Mouvement communiste international. Editions de Moscou – p. 12)

Un seul parti : « Dans la France d'aujourd'hui, il existe un seul parti qui, face à tous les précheurs de résignation, de sacrifices, de renoncements, affirme clairement : nous pouvons surmonter les obstacles et vaincre la crise; nous pouvons faire reculer les dominations du capitalisme et avancer vers une société nouvelle. Un seul parti ouvre à notre peuple une perspective positive : c'est le Parti communiste francais.

« Les travailleurs luttent-ils pour leur emploi, leur outil de travail? Des femmes combattent-elles les inégalités, les discriminations? Des jeunes expriment-ils leur révolte devant l'injustice et leurs aspirations à un monde plus fraternel? Des gens, quels qu'ils soient, défendent-ils leurs libertés, leur dignité, les droits de l'homme? (...) Churchent-ils pour tout cela la voie d'un rassemblement large et efficace? Ils trouvent le Parti communiste à leurs côtés. C'est là son originalité, sa raison d'être de parti révolutionnaire de notre temps. Un parti dont ils peuvent constater qu'il ne baisse jamais les bras devant les difficultés, que ses actes ne contredisent pas ses paroles.

« C'est pourquoi, en retour, les forces populaires ont impérativement besoin de ce parti, dont les choix engagent et éclairent l'avenir de la France. Elles ont intérêt à le voir regagner en influence et jouer un rôle majeur à tous les niveaux du pays. Il convient de tirer de cette situation toutes les conséquences.

(Projet de Résolution du XXV^e Congrès du PCF)

Une démarche de type autogestionnaire : «Si nous faisons nôtres certaines analyses, profitons des expériences et acquis du mouvement ouvrier socialiste, nous constatons la mort des grandes illusions qui laissaient espérer une société idéale, après «le Grand soir» de la révolution.

« Ces archaismes ont été à la base des divers partis ouvriers. Le côté « détenteur de vérité » leur donne les défauts de toutes les églises.

« Une recherche de type autogestionnaire nous semble devoir éviter : — l'organisation de type léniniste (conception du rôle dirigeant du parti — peu conciliable avec l'autogestion); — l'organisation de type social-démocrate avec son notabilisme et sa démocratie de type électoraliste; — le repli individualiste et souvent marginal.

« L'autogestion n'est pas pour nous une vue simpliste qui voudrait que n'importe qui puisse faire n'importe quoi à n'importe quel moment; elle réclame par contre décentralisation maximale du pouvoir, afin que les décisions soient prises au plus près de ceux à qui elles s'appliquent.»

(RAAP - Rencontre Autogestionnaires Alternatifs Périgord — n°8) organisation» est sur la sellette. Des dizaines d'années durant, elle fut l'un des fleurons du mouvement ouvrier, de sa composante communiste surtout : la capacité de l'organisation communiste recélait une force, redoutée de la bourgeoisie, reconnue, voire enviée, de ses alliés, estimée des travailleurs. Aujourd'hui la crise des organisations, partis, syndicats, associations —baisse des effectifs (90 000 militants de moins pour 84 annonce officiellement le PCF), crise du militantisme, rétrécissement des appareils pour causes financières— traduit la crise politique et idéologique d'ensemble. Plus, elle manifeste aussi la crise des « modèles » classiques d'organisation, modèle social-démocrate et modèle communiste type IIIe Internationale.

De multiples sondages, enquêtes et études sur la «crise des partis», la «crise du politique»... viennent conforter des observations quotidiennes toutes simples, à l'entreprise quand on collecte les timbres syndicaux de plus en plus difficilement, dans les cités, auprès des jeunes réticents face à « l'enrôlement » et à la « récupération » possibles, disent-ils. Une crise de confiance profonde à l'égard du mouvement populaire organisé existe chez bien des travailleurs, chez les jeunes et très jeunes générations surtout. Elle s'appuie sur des sentiments puissants et révélateurs : un sentiment de perte de contrôle, de perte de possession, l'idée que l'action des appareils politiques, syndicaux et associatifs échappe quasi totalement aux militants et aux hommes autour d'eux; le sentiment d'un décalage croissant entre l'activité politique, syndicale et associative traditionnelle et la vie, les difficultés concrètes, les aspirations de la grande masse des gens ; le rejet des comportements politiciens, de l'esprit de boutique, des manipulations douloureusement subis. Emerge enfin un refus de globaliser : toute globalisation devient suspecte, dès lors qu'elle est perçue comme l'appropriation des actions et pensées des uns et des autres par une « idéologie » extérieure, par une démarche partisane, une « démarche de parti». Les petits partis - notamment l'extrême-gauche- n'échappent pas à l'instruction du procès. S'y ajoute une charge, et non des moindres : leur incapacité à peser sur la réalité nationale, leur esprit de chapelle, leur sectarisme, leurs déchirements.

Sans doute des efforts bien réels pour affronter la crise ont-ils été entrepris, qui par la CGT (réflexion sur les structures, sur la place des lTC, sur les rapports local/entreprise), qui par la CFDT (rapports entre social et politique, entre gestion locale et plan, organisation dans les PME, etc.), etc. Souvent tardives et partielles, les quelques réponses formulées n'ont pas inversé le cours des choses ni entamé les habitudes.

UNE CONCEPTION EN ÉCHEC...

Car les habitudes ont la vie dure. Les principes abusivement proclamés comme absolus et éternels aussi. A preuve, les thèses contenues dans l'ouvrage du PCUS intitulé «Le mouvement communiste international»; traduit en français en 1978, il se présente comme un manuel de références théoriques du PCUS en matière de révolution, bourré de citations de Marx et de Lénine. On y trouve la notion de « parti d'avantgarde» (cf. ci-contre) qui s'appuie ici sur une vision messianique de la classe ouvrière et du parti communiste, sur une identification de la classe et du parti - celui-ci se décrétant la «crème» de la classe-, sur une conception des alliances de classes qui s'entend comme ralliement des autres classes populaires au parti communiste. Or, l'usage de ces « principes» porte un très lourd passif et une forte dose d'inadaptation aux réalités d'aujourd'hui. suite page 24

« Vous les communistes, vous prétendez avoir toujours raison! A vous entendre, il n'y a que vous qui faites bien...» Reproche mille fois exprimé par des travailleurs, nullement un coup monté par les médias. On comprend mieux ce constat à la lecture du projet de Résolution du XXVe Congrès du PCF. La notion réaffirmée de «un seul parti» (cf. p. 23) exclut, dans la pensée du PCF, que d'autres communistes organisés ou non, que d'autres hommes et femmes organisés, le soient pour les mêmes objectifs et les mêmes combats. Si le PCF est le seul bon parti, « ouvrant une perspective positive», il n'y a d'autre issue que de se ranger derrière sa bannière ou dans ses rangs! Même si le terme de « parti d'avant-garde » n'est pas utilisé, la notion reste implicite dans celle de «seul parti». Or, cette notion a fait beaucoup de mal, et est de plus en plus rejetée aujourd'hui.

Son passif? Il n'est pas seulement inscrit dans l'histoire des pays de l'Est et de l'URSS avec son « parti unique » institutionnalisant la notion de « seul parti», histoire dont le PCF lui-même reconnaît qu'elle présente des « manquements à la démocratie». Pratiquée comme « parti détenteur de la vérité » ayant, lui seul, la vertu de conduire une foule non éclairée, la notion de parti d'avantgarde y a autorisé bien des autoritarismes et exactions à l'égard des travailleurs et des autres organisations ouvrières. Elle a provoqué bien des ruptures entre les partis communistes et les travailleurs. A preuve les rejets exprimés par de nombreux militants du mouvepublions un exemple tiré d'un texte de réalités, ces rejets sont trop massifs, chez les jeunes générations notamment, pour être balayés d'une étiquette usée et stupide du genre « réflexe petit-bourgeois ou anarchiste», très souvent utilisée dans les rangs communistes.

L'inadaptation de la notion de « parti d'avant-garde» aux réalités d'aujourd'hui est patente. Elle s'est forgée dans des situations historiques concrètes, par des combats spécifiques, ceux d'une classe ouvrière aux contours définis et structurée, dans une société cloisonnée et dans des conditions d'affrontements de classes le plus souvent violents - illégalité sous le Tzar, souvent clandestinité dans l'Europe des années 20 à 45, « forteresse assiégée» pendant la guerre froide. Cela a marqué les principes d'organisation et leur mise en application du sceau de l'organisation militaire de classe, du sceau d'un certain volontarisme idéologico-politique. Leur efficacité fut souvent redoutable. Mais la classe ouvrière d'aujourd'hui n'est plus ce qu'elle était jusqu'aux années 50 : relativement structurée, isolée dans un corps social très cloisonné, les organisations ouvrières lui tenant lieu de tout : organisateur dans la lutte, mais aussi incitateur culturel, lieu de formation et de promotion culturelle et sociale, lieu d'épanouisse-

ment et d'échanges - par les organisations de sport, de tourisme. Cet aspect, s'il subsiste, devient de plus en plus second : l'organisation ouvrière n'a plus réponse à tout, car la classe ouvrière utilise et bénéficie - en positif comme en négatif de références et d'expériences idéologiques, culturelles hors de son propre monde organisé. Du coup, le «parti» ou le «syndicat» n'a pas toujours raison et l'argument d'autorité n'a plus beaucoup de poids. Cette cassure manifeste-t-elle dépolitisation, «bas niveau de conscience» comme l'indiquait le XXIVe Congrès du PCF? Sans nier l'impact des idées racistes, xénophobes que la «crise» nourrit parmi les travailleurs, nous aurions tendance à penser l'inverse, à mettre en évidence la conscience nouvelle produite par les mutations en cours -élévation globale de l'éducation, plus grande circulation des connaissances et des échanges, certain assouplissement du cloisonnement social.

UNE CONCEPTION DES ANNÉES 80 EST A TROUVER

Du coup, toutes les réponses à la prétendue « dépolitisation» venues du PS - adopter une pédagogie dans le discours, user de « cellules » de communication, etc. - ou du PCF susciter un réflexe anti-médias, et aussi mieux « expliquer » la politique du parti- tombent à plat. La surenchère gauchiste n'est pas beaucoup plus entendue. Car la rupture entre les travailleurs et leurs organisations est l'expression d'expériences et de désillusions justifiées, de méfiance et d'exigences éminemment politiques face à des mots qui ne restent que des mots, face à des pratiques et habitudes politiciennes, face à des habitudes hégémonistes, nivelantes, sectaires, face à des réponses burcaucratiques de sommet fournies à contre-temps.

Ce refus de la politique politicienne manifeste une soif d'une autre politique; la sortie des organisations traditionnelles laisse entrevoir l'exigence d'une organisation autre et pour

Les structures à offrir ou à réformer, dans le mouvement associatif ou syndical, seront celles qui sauront prendre en compte ces mouvements de refus, comme l'ensemble des tendances du mouvement social. Dès lors, reconnaître la diversité des intérêts et des expériences militantes n'est pas un pisaller, une preuve de patience en attente de jours meilleurs; il ment ouvrier et populaire, dont nous s'agit d'une attitude fondamentale, de nature stratégique, qui modifie les rapports entre groupes constitués, entre couches militants alternatifs du Périgord. Ces diverses au sein du «camp» refusant le capital dominant. Il n'est pas un hasard que les apports de Mao Zedong à la théorie de l'organisation aient été fondus au creuset d'une politique d'alliances stratégique ouvriers/paysannerie, clé de voûte de la stratégie révolutionnaire en Chine : la différence entre différents types de contradictions, la thèse de la ligne de masse (1) s'enracinent dans cette nécessité de la stratégie d'alliances, avant et après la prise du pouvoir.

Quand, dans la France de 84, des travailleurs, des militants expriment le refus d'être « masse de manœuvre » d'un parti, expriment l'exigence d'avoir prise sur les décisions d'action -les proposer, contrôler leur exécution-, jusqu'à même, pour ce faire, créer des organisations - associations, comités-dont ils définissent les objectifs et les règles, ils participent d'un renouveau et d'une recherche pour un nouveau type d'organisation. Cette exigence, partagée par des militants de parti y compris, dépasse la revendication de « démocratie», au sens où on a droit à la parole. Elle concerne un renouveau d'ensemble de la conception de l'organisation et de ses formes et nécessite d'aborder de manière concrète différentes questions : les rapports entre centralisation et autonomie, la priorité à l'entreprise, la délégation de pouvoir, le centralisme démocratique, etc. A charge pour nous d'y

Camille GRANOT

Reportage en Palestine

Réalisé par le Docteur François FAVIER

e docteur François Favier a séjourné cet été en Palestine, de Jérusalem à Naplouse puis à Gaza. Il a rencontré des médecins, des avocats, des industriels, des commerçants, des paysans, des ouvriers, des chômeurs, des réfugiés, des étudiants, des enfants. Il raconte ici ce qu'il a vu.

Le destin douloureux des Palestiniens réfugiés dans les camps, exilés de leur patrie, déracinés et éparpillés aux quatre coins du Proche-Orient, les épreuves qu'ils ont subies et qu'ils subissent encore aujourd'hui ont parfois évacué, ici en Europe, l'évocation du destin également dramatique des Palestiniens vivant en Palestine, en Israël ou en Cisjordanie et à Gaza occupés depuis 1967.

Une nouvelle conscience de l'importance décisive du combat de ces Palestiniens, de l'urgence de la solidarité avec eux naît peu à peu en France.

A preuve la campagne mise en œuvre par dix-sept organisations non gouvernementales de solidarité avec la Palestine, qui ont organisé le 24 novembre dernier «Six heures pour les droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés » et qui ont publié dans Le Monde du 30 novembre 1984 un constat précis des violations des droits de l'homme perpétrées par Israël à l'encontre de 1 280 000 Palestiniens des territoires occupés.

A l'issue de son séjour, le docteur Favier écrit : « Tout cela m'a montré la réalité d'un peuple vivant une oppression quotidienne. Ce peuple, avec son histoire, ses traditions, sa culture, ses us et coutumes, son organisation sociale que l'occupant veut soumettre, briser, nier, dont il veut extraire par la force, toute velléité de résistance, pour en faire une masse asservie, vidée, sous-prolétarisée. Un ethnocide est en cours.

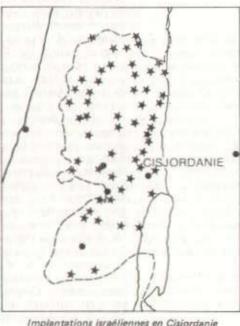
Mais tout n'est pas perdu, car l'esprit de résistance est dans chaque Palestinien, et là impossible à extraire. Leur volonté unanime est d'abord et avant tout le retrait des Israéliens des territoires occupés, pour qu'ils puissent au moins respirer. »

Nous ne publions ici que des extraits de son reportage. En particulier le combat culturel dont les Universités sont les pivots n'a malheureusement pas pu trouver place dans le cadre de ce numéro. Un supplément de Travailleurs, à paraître, fournira l'intégralité du reportage et divers documents, après le Conseil national palestinien d'Amman. Tel que, déjà, le témoignage du docteur Favier donne à voir et à comprendre, pour une solidarité concrète et renforcée aux droits légitimes du peuple palestinien à recouvrer sa terre et sa patrie.





Principaux camps de réfugiés palestiniens



Implantations israéliennes en Cisjordanie

⁽¹⁾ e... partir des masses pour retourner aux masses. Cela signifie qu'il faut recueillir les idées des masses (dispersées, non systématiques), les concentrer (en idées généralisées et systématisées, après étude), puis aller de nouveau dans les masses pour les diffuser et les expliquer, faire en sorte que les masses se les assimilent, y adhérent fermement et les traduisent en action : et vérifier dans l'action même des masses la justesse de ces idées. Puis, il faut encare une fois concentrer les idées des masses et les leur reporter pour une mise en pratique résolue... »

"Le plus inquiétant de l'occupation sioniste : les Israéliens sont ici pour rester"

loin du Mont des Oliviers, on peut voir les colonies israéliennes implantées autour de Jérusalem. Ce qui mun à toutes les implantations israéliennes en territoires occupés, et leur aspect. Elles sont toujours sur les hauteurs, dominant les habitations arabes, très massées, aux ouvertures étroites, une architecture donnant une impression de force sinon d'agressivité. Beaucoup sont entourées de barbelés et gardées. Elles sont toutes reliées entre elles et à la partie ouest de Jérusalem par un réseau routier indépendant, de larges avenues parfaitement entretenues, qui tranchent encore avec le délabrement des routes en territoire occupé, et qui réalisent une séparation géographique des Juifs et des Palestiniens.

ENCOURAGEMENTS A LA COLONISATION

Ces implantations de colonies se sont faites sur les terres des Palestiniens expropriés. Quand ce n'est pas le prétexte de fouilles archéologiques, le motif le plus fréquent d'expropriation est l'implantation d'un camp militaire pour raisons de sécurité de l'Etat. Au bout d'un an ou deux, le camp se déplace un peu plus loin et laisse la place à une colonie de civils. Plusieurs motivations peuvent pousser des citoyens israéliens à venir habiter en territoire occupé. Ce sont d'abord les motivations idéologiques, religieuses, comme les membres du Gush Emunim, religieux extrêmistes, parmi lesquels les Juifs américains sont les plus fanatiques (le rabbin Kahane, entre autres). Ce sont eux, qui pendant mon séjour ont implanté en plein centre d'Hébron, mobil-homes, miradors, et barbelés, à côté de la mosquée où se trouvent les tombeaux de Jacob et Sarah. Ils ne se cachent pas de vouloir détruire les mosquées ou les transformer en synagogues. Certains d'entre eux passant aux actes en déposant des bombes dans les lieux de prière musulmans. Ce sont aussi

des motivations économiques : le gouvernement favorise la construction de ces colonies, tout en maintenant la crise du logement en Israël, exonère de loyer les colons pendant pluplantées autour de Jérusalem. Ce qui frappe, c'est leur situation, trait comgement qu'ils occupaient jusqu'alors à Tel Aviv ou Jérusalem.

Tous les civils habitant les colonies ont droit au port d'arme 24 heures sur 24, sont autorisés à tirer en cas de « légitime défense » (un gamin qui ramasse une pierre, par exemple) et constituent autant de milices qui quadrillent le territoire. En plus de l'armée d'occupation, ils trouvent dans cette tâche des Palestiniens collaborateurs, le plus souvent des droits communs, organisés dans les Ligues de village, payés par le gouvernement pour les basses besognes.

L'ARGUMENT SÉCURITAIRE

Les implantations de colonies israéliennes prennent enfin pour argument « l'espace vital» (de triste mémoire), ce qui est particulièrement scandaleux quand on voit les immensités laissées vides sur le territoire de l'Etat d'Israël (en Galilée, entre autres) et quand on sait que la politique de cet Etat est l'incitation au retour des Juifs du monde entier, donc l'augmentation du peuplement. Ces implantations en territoire occupé constituent le phénomène le plus inquiétant de l'occupation sioniste, qui confirmerait ce que tout le monde ici pense : les Israéliens sont ici pour rester.

Car, en dernier recours, l'argument invoqué pour justifier aux yeux du monde et de ses instances internationales (ONU...) l'installation de civils dans les pays occupés (Gaza, Cisjordanie, hauteurs du Golan, Sud-Liban) est l'argument sécuritaire : « les attaques incessantes des commandos de l'OLP menaçant en permanence les Israéliens vivant sur les frontières (détail intéressant, ce sont plutôt les Juifs orientaux, les Sépharades qui ont été installés dans les zones frontalières) il est nécessaire qu'Israël soit entouré d'une bande de sécurité».

Où cela s'arrêtera-t-il? Quelle sera la prochaîne bande de sécurité nécessaire pour sécuriser les Israéliens qui se sont établis dans l'actuelle bande de sécurité? En novembre 1982, il y avait 103 implantations israéliennes en territoire occupé, comptant 25 000 habitants au total, sans compter les colonies de la ceinture de Jérusalem, où on comptait 80 000 personnes.

LES COLONIES, INSTRUMENTS D'ÉTOUFFEMENT

Instruments d'expropriation, instruments de surveillance de la population, instruments de l'expansion de l'Etat d'Israël, les implantations en territoire occupé servent également d'instruments de désorganisation, d'étouffement, de la société palestinienne. Au niveau du vécu quotidien, de l'image que le Palestinien peut avoir de lui-même, et au niveau économi-

TEMOIGNAGES

« (...) Un marchand m'a raconté comment des Israéliens sont venus pour lui acheter une collection de robes palestiniennes — il y en a une infinité, selon les régions, et pour chaque occasion de la vie, mariages, dauils, etc. — pour les mettre au musée d'Israél, voulant ainsi faire passer au compte de l'histoire juive, l'histoire palestinienne! Le refus fut catégorique!

« Un archéologue français du CNRS, en poste à Jérusalemn depuis 10 ans, me disait cette chose, que je n'aurais jamais pu imaginer : les Israéliens fouillent jusqu'à la pierre et ne conservent que les vestiges témoignant de la présence des Juifs dans l'Antiquité. Tout ce qui est vestige des autres civilisations est purement et simplement jeté!

«Un autre Français, professeur à Jérusalem pendant quatre ans, confirmait ce fait et ajoutait que les fouilles archéologiques ont constitué (et constituent encore) un excellent motif d'expropriation des Palestiniens de Jérusalem. "J'étais ici il y a dix ans — me disait-il — Je ne reconnais plus des quartiers entiers de la vieille ville, qui ont été vidés de leurs habitants arabes, rénovés et sont occupés par des Israéliens." »

« Une militante communiste, condamnée à perpétuité à l'âge de 18 ans, libérée après 10 ans d'emprisonnement à la suite des accords de Camp David, m'a fait le récit des conditions d'interrogatoire et d'incarcération qu'elle a connués, "Surtout m'a-t-elle dit — né taisez rien. Tout doit se savoir".

.

«Selon la loi, le durée de garde à vue est de 18 jours, Il est capendant fréquent que les suspects soient maintenus en centres d'interrogatoires (comme Maskoupia ou Fara'a) pendant des mois, sons que la famille ne sache rien. La torture est couramment pratiquée, Voici de qu'a subi à N

«-La torture physique : la tête, les yeux, les mains, les jambes frappès à coup de barre de fer; nue, pendue par les pieds pendant une heure; enfermée dans une pièce d'un mètre carré dont le sol est recouvert de 10 cm d'eau, soit seule, soit avec une autre : sévices sexuels avant en traîné la stérilité; mains comprimées, des bouts de bois entre les doigts; succession rapide de douches brûlantes et glacées; idem avec des bains; debout pendant très longtemps en bougeant la tête de droite à gauche sans interruption, avec les bras tordus; le corps entouré de fils d'acier serrés jusqu'à ce que coula le sang; blessures purulentes sur tout le corps non soignées (des médecins israéliens assistent aux interrogatoires qu'ils guident en fonction de la constitution du prisonnier); la tête couverte d'une cagoule, debout nue dehors pendant des heures; les yeux bandés pendant des jours,

«-La torture psychologique: le père et la fille sont mis dans le même lit; ordres ininterrompus; privations de sommeil; nouvelles fausses et alarmentes de la famille; photos de camerades torturés...

«—Après le centre d'interrogatoires, c'est la prison : à l'entrée, elle est entièrement dévêtue, désinfectée au DDT comme du bétail, rasée. Les prisonniers sont à trente dans 20 m², sans WC. Les matelas à même le sol ont 10 cm d'épaisseur. Les prisonnières palestiniennes sont mêlées aux droits communs israéliennes qui se livrent à des sévices permanents. A la moindre protestation, les soldats jettent des bombes lacrymogènes dans les geòles. La lumière reste allumée en permanence...»

que. L'arrogance de l'architecture faite pour en imposer l'étalage technologique (financé par l'extérieur - Israël est le pays le plus endetté du monde), la volonté de « violer » le sol pour en tirer le maximum, sans aucun égard pour la plus élémentaire des écologies, sont une provocation permanente, Malheur aux paysans palestiniens dont le champ jouxte une colonie! Il sera menacé, lui et sa famille, parfois battu ou assassiné, s'il veut travailler sa terre, sous prétexte qu'il constitue une menace pour la colonie, Malheur à toute une contrée environnant une colonie! Le matériel de pompage ultrasophistiqué dont elles disposent leur permet de capter toutes les ressources en eau, ne laissant aux paysans palestiniens que leurs larmes pour arroser leurs terres desséchées! Quelle image peut avoir de lui-même un paysan dont le champ est en friche ou dont les arbres se racornissent de soif, quand il voit un peu plus loin les luxuriantes plantations israéliennes? Y a-t-il d'autre issue que la révolte?

LES MÉCANISMES JURIDIQUES D'EXPROPRIATION

A Ramallah, située à une dizaine de kilomètres au nord de Jérusalem, J'ai rencontré les membres de l'Association palestinienne « La loi au service de l'homme » — association affiliée à la Commission internationale des juristes de Genève— qui m'ont éclairé sur les mécanismes juridiques des expropriations et les autres agissements de l'occupant,

Les territoires occupés sont sous quatre législations : la loi ottomane, la loi du mandat britannique, celle du mandat jordanien et les lois sécuritaires israéliennes. Selon la Convention de La Haye (n°IV, 1907 — article 43), la puissance occupante ne doit rien faire qui change la nature du territoire occupé. Et selon la Convention de Genève (n°IV, article 49), la puissance occupante ne doit pas transférer une partie de sa population sur le territoire qu'elle occupe. C'est pourquoi Israël justifie tout par des raisons militaires, seule possibilité, aux termes des conventions internationales, de légiférer en territoire occupé. C'est par ce subterfuge qu'elle essaie de justifier la confiscation de près d'un tiers des terres, la destruction de 16 212 maisons, de 1967 à 1971.

Le cadastre date du temps de l'occupation ottomane. Les paysans dont les terres sont visées, se voient sommés de four-nir dans les deux semaines un certificat de propriété qui peut dater de plusieurs centaines d'années et se trouverait à Istanbul! Sous l'occupation ottomane, existait une grande quantité de terres communes qui ont été reprises par les Israéliens et ils interdisent d'y faire paître les troupeaux. Les Palestiniens n'ont aucune possibilité d'acheter des terres. Enfin, les terres appartenant aux Palestiniens ayant fui le territoire en 67, ont été réquisitionnées selon la loi des « présents-absents ». Le tout pour raisons de sécurité!

DISCRIMINATIONS

Tout est prétexte à demande de permission officielle : creuser un puits, par exemple — très peu d'Arabes peuvent obtenir l'autorisation. Depuis 67, huit autorisations leur ont été données pour usage personnel, deux pour l'agriculture. Les Israéliens, eux, l'obtiennent toujours, et sans limite de profondeur. Autres exemples : exporter le produit de sa terre, de son travail, de son entreprise, faire telle plantation...

Les violations des lois internationales ne s'arrêtent pas là; les punitions collectives sont couramment pratiquées : destruction de maison, mise de scellés, fermeture d'une pièce, rassemblement des hommes au centre du village, pendant une nuit, mobilisation d'urgence de tous les habitants d'un quartier, en pleine nuit, pour leur faire effacer comme ils peuvent les inscriptions de l'OLP sur les murs—parfois ils le leur font faire à mains nues avec de la poix mélangée à de la soude caustique—, interdiction de quitter le village, assignation à résidence sans jugement, fermeture de magasins pour durée indéterminée.

Tout est réglementé par des «ordres militaires de sécurité» et tout «acte de désobélssance» est considéré comme une atteinte à la sécurité, et jugé par des tribunaux militaires, quand il y a jugement!

Naplouse au cœur de la résistance

S ituée au centre de la Samarie, en-tre le Mont Ebal, aride et dévasté au sommet duquel on aperçoit les retranchements d'une colonie, et le Mont Garizim, accueillant et verdoyant, lieu sacré des Juifs samaritains, Naplouse donne l'impression d'entrée d'être un point névralgique des territoires occu-

L'OCCUPATION MILITAIRE **OMNIPRÉSENTE**

Ici, l'occupation militaire saute aux yeux, amniprésente, agressive : sinistres bâtisses du gouvernement militaire, de la prison, du commissariat, barbelés, miradors... Dans les rues, les militaires patrouillent en permanence, à pied ou plus souvent en jeep, par trois. Pour se protéger, ils ramassent un gamin dans la rue, qu'ils font tourner avec eux pendant deux, trois heures. Au centre ville, sur les toits, les sentinelles veillent, mitraillette braquée... Les accès à la vieille ville sont bouchés par des piles de fûts d'huile remplis de béton.

A la tombée de la nuit, les Palestiniens ne s'aventurent plus dehors, de peur d'être pris par les bandes de colons armés qui, le soir, rôdent dans tout le canton... Au matin, on découvre un Palestinien assassiné dans un champ, ou un soldat, un colon israélien, comme cela venaît de se produire lorsque le suis arrivé.

A la sortie de la ville, s'étend un immense complexe, bâti par les Jordaniens pour être un hôpital, et que les Israéliens ont transformé en prison. Elle enfermerait 1500 prisonniers. Plus loin, vers le nord, vers Nazareth, c'est la prison de Fara'a de sinistre réputation où les prisonniers sont entassés dans des étables ou sous des tentes.

Naplouse, ville dont le maire palestinien, Basaan Shaka, a été destitué et grièvement blessé dans un attentat en 1980, est aujourd'hui dirigée par un maire israélien.

Plus encore qu'à Jérusalem-est, se fait sentir la mise à l'écart de la population (ordures, ruines, décombres qui encombrent les rues). 34 000 réfugiés, répartis dans les camps de Balata et Askar,

moins précaires, infestés par la brucellose, le typhus, le choléra ou souffrant de maladies de carence telles que l'anémie ferriprive, le marasme ou le kwashiorkor.

L'ASPHYXIE ÉCONOMIQUE

Avant 48, la population palestinienne comportait essentiellement des paysans (65% des 1 300 000 habitants propriétaires de leurs terres). Les cultures principales étaient les olives, les céréales, les fruits et légumes. Leur revenu moyen était supérieur à celui des paysans de la plupart des pays environnants. La structure des villages était essentiellement patriarcale (deux ou trois familles). Le reste de la population (35%) vivait dans les villes (marchands, artisans, petits commercants, ou appartenaient au secteur tertiaire). De petites industries de transformation se sont implantées sous le mandat Jordanien (alimentation, conditionnement de produits pharmaceutiques, vêtements, allumettes...) appartenant aux grandes familles de la bourgeoisie financière.

L'étouffement de cette économie par les Israéliens a pris plusieurs formes : au niveau agricole, c'est les saisies massives de terres (plus d'un tiers des terres de Cisjordanie), la mainmise sur les ressources en eau, les blocages à l'exportation auxquels il faut ajouter la concurrence des produits israéliens, le plus souvent subventionnés pour casser le marché. C'est ainsi que les villages des environs de Naplouse, quand ils ne sont pas expropiés et détruits pour l'implantation de colonies, sont étranglés.

L'industrie a souffert de la rupture de ses liens avec la Cisjordanie, et de la fermeture des banques arabes et étrangères dans les territoires occupés depuis 1967. Par les restrictions imposées à l'entrée de capitaux, les Israéliens empêchent la création d'industries nouvelles. Par les mécanismes de restriction des importations de matières premières et de biens d'équipement, ils entraînent la stagnation et la fermeture de nombreuses usines. Les mécanismes sont simples : pour toute importation, les Palestiniens doivent faire des dépôts de garantie, qui s'élèvent à plusieurs millions de shekels, dépôts qui sont restitués plusieurs mois après. Le taux d'inflation étant actuellement de 600% par an, ce qui est restitué est bien peu de choses comparé à ce qui a été déposé! Autres mécanismes : les taxes élevées, l'interdiction d'exporter vers Israël (la seule voie d'exportation étant vers la lordanie, à travers le « pont » qui traverse le Jourdain, où les contrôles douaniers sont interminables et draconiens, et sur informatique); les subventions dont bénéficient les produits israéliens qui coulent les produits palestiniens... (...)

L'ACTION SYNDICALE

J'ai rencontré le président de la Fédération des syndicats de Cisjordanie (General Union of Palestinia Trade Union) qui regroupe 40 000 travailleurs. Pour lui, le motif principal des tentatives d'étouffement de l'économie palestinienne est, y vivent dans des conditions pour le outre la volonté de négation de l'entité palestinienne et de

son futur, c'est la volonté de faire des territoires occupés un débouché commercial et un réservoir de main-d'œuvre. Sur les 230 000 travailleurs de Cisjordanie et de Gaza, 75 000 vont travailler tous les jours en Israël et rentrent le soir en territoires occupés. Ils ne sont autorisés à séjourner en Israël que pendant les heures de travail, ce qui n'est pas sans rappeler étrangement les bantoustans d'Afrique du Sud. Les Palestiniens qui vont travailler en Israël, travaillent plus (environ douze heures par jour) et touchent moins (environ 60% du salaire au même poste) que les ouvriers israéliens. Qu'ils soient qualifiés, diplômés ou non, ils sont toujours manœuvres. Le chômage en territoires occupés touche 30% des travailleurs, peu ou pas indemnisés, parmi lesquels 12 000 diplômés (et 250 médecins).

Le droit syndical est le seul droit civique reconnu (pas de parti légal, pas de participation à des élections, sauf au Parlement jordanien) et encore subit-il des attaques permanentes : dirigeants sans cesse contrôlés, interrogés, assignés à résidence sous le moindre prétexte, réunions interrompues par l'armée, interdites, intervention directe du gouvernement dans les élections (dépôt des listes un mois avant au gouvernement qui a un pouvoir discrétionnaire sur les candidatures. Par exemple, tout travailleur ayant fait un séjour de plus de trois ans en prison ne peut être élu...).

Le découpage syndical est fait par région et profession, et basé sur les sections d'entreprise. D'après mon interlocuteur, il n'y a pas à proprement parler aujourd'hui de conflit du travail entre patrons palestinions et ouvriers, tout se réglant par la concertation. Le seul objectif des paysans, ouvriers et bourgeois palestiniens est de sauver l'économie, l'infrastructure agricole, industrielle, commerciale palestinienne face à la volonté de destruction et d'intégration israélienne, et de lutter contre l'émigration des populations en leur donnant du travail sur place.

L'ACTION DES ASSOCIATIONS

Les syndicats organisent également les enfants de travallleurs, dans l'Union des Scouts palestiniens, chaque profession ayant sa propre section (scouts mécanicions, scouts chauffeurs de car...). J'ai pu assister à Jérusalem à une représentation donnée par les scouts où j'ai été impressionné par le contenu nationaliste et révolutionnaire des chants et des pièces

La société In'ash El-Usra («Pour que vive la famille») d'Al Bireh (près de Ramallah) est une association de femmes poursuivant des buts semblables : formation professionnelle des femmes (alphabétisation, couture, secrétariat...), soutien et recueil des enfants des victimes de la guerre (l'Association médicale franco-palestinienne travaille beaucoup en collaboration avec cette société pour les parrainages d'enfants),

Un autre aspect de cette association est la présentation et la promotion du folklore et de la culture palestiniens. Pour les femme d'Al Bireh, comme pour tous les résistants palestiniens, la culture est une arme contre leur disparition. Ce qu'a compris le gouvernement israélien qui, ici aussi, tente de détruire, d'intégrer, d'étouffer.

Au niveau syndical, associatif, universitaire, toute manifestation culturelle est étroitement surveillée et censurée (...).

Et les Israéliens?

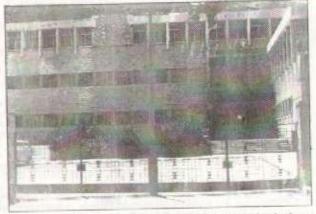
Et les Israéliens, qui sont-ils? Sont-ils tous en accord avec cette négation d'un peuple qui est en train de se réaliser sous leurs yeux? Ceux qui n'y participent pas directesuite page 30



Une colonie israélienne près de Jérusalem



Naplouse : un exemple de l'état d'abandon des villes occupées par l'administration israélienne



Université d'An Najah (Naplouse) fermée depuis plusieurs

LA SANTE EN TERRITOIRES OCCUPES

Aujourd'hui, les Israéliens ne tolèrent plus aucun établissement, hôpital ou clinique directement géré par les Palestiniens. Il n'y a guère que l'hôpital Makassed à Jérusalern (qu'on ne trouve sur aucun plan israélien, mais dont les autorités connaissent bien le chemin quand il s'agit d'aller nuitamment, en urgence, chercher du sang à la banque créée par les médecins palestiniens) financé par une association recevant ses fonds des pays arabes, qui ait été éparané!

Tous les autres sont directement gérés par des associations religieuses étrangères l'uthériens, anglicans, etc.) ou par l'UNR-WA (United Nations Relief and Works Agency, organisme d'aide aux réfugiés). Dans ces hôpitaux et cliniques, le personnel est palestinien, et le niveau général des soins m'a paru excelient. Leurs manques principaux sont en infirmiers diplômés et spécialisés, médecins anesthésistes, radiologues, hématologistes, oncologistes ou pathologistes, Le mutériel de radiologie est vétuste.

Les Israéliens, eux, ont implanté des hôpitaux gouvernementaux pour la population des territoires occupés, sous équipés, sous médicalisés, où sont embauchés des médecins palestiniens à des salaires de misère, en petit nombre. La réputation de ces hôpitaux dans la population est exécrable.

A Gaza, l'ai rencontré le président du Croissant Rouge et des responsables de l'UNRWA. Il faut admettre, disent-ils, que l'action sanitaire des Israéliens en territoires occupés n'est pas nulle. Ils maintiennent un certain niveau de soins, sans aucune commune mesure cependant avec le niveau des Israéliens, alors que la population des territoires occupés est assujettie aux mêmes impôts et taxes. Le budget d'un grand hőpital israélien serait supérieur à tout le budget sanitaire alloué à la bande de Gaza - idem pour la Cisiordanie, Ainsi, les Israéliens donnent l'impression de faire le nécessaire pour éviter les grandes épidémies, les causes de mortalité trop importante, tout en maintenant un niveau de santé des plus précaires.

Face à cela, les médecins palestiniens s'organisent. A Gaza, ils ont prévu la construction d'un hôpital dont j'ai pu voir les plans, dont le montage financier est prêt. Il ne manque plus que l'autorisation des laraéliens qui se fait attendre depuis plus de deux ans. Empêcher la construction d'un hôpital dans une ville comme Gaza est un acte d'une gravité extrême qui doit être dénoncé aux yeux de l'opinion inter-

GAZA

Large de trois à six kilomètres, sur quarante kilomètres de long, cette bande de sable comptait 80 000 habitants avant 48, elle en compte aujourd'hui 500 000, dont 380 000 réfuglés enregistrés.

Dans les camps de Jabalía, Khan, Younis, Rafah, la situation sanitaire, bien que contrôlée, est précaire : mortalité périnatale de 2,8%, carences nutritionnelles globales, brucellose, typhus, aliergies, gale, et surtout problèmes psychiatriques. Le caractère le plus frappant de Gaza, hormis l'immense misère, l'aspect dévasté, c'est la profusion d'enfants, d'adolescents, de jeunes, partout, exaspèrés, agités, agressifs... Une génération mise au rencart, meurtrie, qui essole de grandir sur un tas d'ordures et une terre aride entourée de barbelés et de militaires, face à la mer....

ment, ont-ils tous les yeux fermés, les oreilles bouchées? Invité à un repas de Sabbat (bien que non Juif), j'ai été frappé par le discours introductif, élitiste et sectaire. Je jetais le trouble dans l'assistance en m'enquérant sur les conversions, leurs rapports avec les théories unicistes et ethnicistes du peuple juif, et toutes mes questions sur les rapports entre les mythes exposés et la réalité restèrent sans réponse. Heureusement, tous les religieux n'ont pas cet état d'esprit marqué par

suite de la page 29

UN ETAT THÉOCRATIQUE, MILITARISTE, RACISTE

le bellicisme. (...)

Un fait est certain, dans la société israélienne d'aujourd'hui, le sentiment religieux n'est plus aussi fort, et particulièrement dans la jeunesse qui accepte mal les rigueurs de la Loi. La société israélienne n'est pas une société confessionnelle contrairement aux clichés reçus. Un état théocratique, oui, où les religieux tiennent une place importante au niveau législatif, mais une société divisée sur la question religieuse, et dont le ciment est à chercher ailleurs : dans le désir d'exister en tant que nation face au monde arabe, dans son organisation sociale, une culture en train de naître, une identité qui se crée. Mais aussi un Etat militariste. Le service militaire dure deux ans, et chaque année, de 18 à 55 ans, hommes et femmes font un mois de service. La fabrication et la vente d'armes sont une ressource importante. (...)

Un Etat raciste enfin, hasé sur le «drolt au retour» de tout Juif du monde, qui est en puissance un citoyen israélien, et qui acquiert la citoyenneté israélienne dès qu'il a posé le pied sur le sol israélien, alors qu'il est interdit aux Palestiniens de revenir habiter sur les lieux où ils ont vécu, où ils sont pés

Comme me le disaît une militante israélienne d'extrêmegauche, membre du Comité contre la guerre au Liban, du Comité de soutien à l'Université de Bir-Zeit et du Comité des
citoyens contre le racisme, créé à la suite de l'élection de Kahane à la Knesset : 75% des Israéliens considèrent les Palestiniens comme des ennemis dont il faut se méfier en permanence et qu'il est nécessaire de traiter comme des citoyens de seconde zone, ignorent tout ou presque de la situation en territoires occupés. Les plus extrêmistes d'entre eux, les 200 000
Israéliens (sur 2,6 millions de votants) qui ont voté aux dernières élections pour le rabbin Kahane ou les partis qui le
soutiennent (Tehiya, Shas, Morasha) sont autant d'assassins
en puissance dont le mot d'ordre est « Jeter tous les Arabes
dehors, ou les tuer».

UNE MINORITÉ POUR LE DIALOGUE

Ce qui n'empêche pas les bonnes volontés de faire leur travail d'alliance et de dialogue souterrain et quotidien : alliances larges au sein de la gauche israélienne contre la guerre au Liban (il y avait cet été 130 jeunes emprisonnés pour avoir refusé de partir), contre l'occupation, contre les implantations, contre les fermetures d'universités, contre le racisme. (...)

Les efforts de Matti Peled, leader de la liste progressive pour la paix, d'alliance judéo-arabe, qui a obtenu près de 2% aux dernières élections, du Raka (Parti communiste – 3,4%) vont dans le sens du dialogue, même si sur le fond ils sont pour la solution de deux Etats.

Les militants de Mazpen («La boussole»), organisation d'extrême-gauche israélienne, dont une des figures marquantes est l'avocate Léa Tsemel, sont ceux qui travaillent le plus sur le terrain des alliances, avec la plus grande ouverture d'esprit et la plus grande efficacité. Ils prônent, eux, la solution d'un seul Etat. Les efforts déployés pour le soutien aux Palestiniens des territoires occupés (en collaboration étroite avec l'Association palestinienne « La loi au service de l'homme ») ou aux « Palestiniens de l'Intérieur » (ceux qui vivent en Israël) vont dans ce sens. L'Association pour les droits civils en Israël (affiliée à la Ligue internationale des droits de l'homme) dont les activités principales sont la lutte contre les discriminations dans le travail, le logement, les moyens d'expression, l'école, l'université dont sont victimes en Israël les Arabes de 48, travaille aussi dans ce sens.

Lettres du Nicaragua

Une camarade, partie plusieurs mois aider le Nicaragua dans le domaine éducatif, écrit ce qu'elle voit et ce qu'elle vit...

3 OCTOBRE : LA RÉALITÉ DE L'AGRESSION.

A Palacaguina (village à 20 km au sud de Somoto), deux attaques dans le mois de septembre : la première a raté. L'objectif était de faire sauter le pont qui relie le village à la pan-américaine : le mercenaire s'est trompé dans les fils, c'est lui qui a sauté... La population était invitée à dire si elle le connaissait : il était « Nica», des chaussures honduriennes, un fusil américain. La deuxième, par contre, a réussi; elle est bien catastrophique puisqu'ils ont fait sauter le silo de réserves de grains, ce qui a pour conséquence de priver toute la région de mais, riz, haricots rouges... : la nourriture de base! Ceci est d'autant plus grave que les récoltes, notamment de «frijoles» (haricots), n'ont pas été très fructueuses par manque de bras : dans les coopératives par exemple, un tiers des hommes partent à la défense -volontaires pour une période de 3 mois. A San-Luis, sur les 80 hommes de la coopérative, une bonne cinquantaine sont à la défense!...

Autre attaque de la «Contra»: de plus en plus honteuse! Ils ont tiré sur un car rempli de mères de famille qui allaient rendre visite à leurs fils dans une caserne de Jinotega: 8 femmes tuées, 19 blessées!...

Mais tout ce climat de peur a l'effet de renforcer encore plus la détermination de la population : il faut prendre les armes pour défendre la paix. On accepte les restrictions pour la priorité de la défense. On organise la sécurité civile : tous les centres d'enfants ont leur refuge souterrain. Mardi 25 septembre, il y a eu, à Somoto, un simulacre d'alarme de guerre» : de 9h à 10h du soir, dans le noir complet, chacun dans sa maison (derrière un mur de pierre) ou dans un refuge, entraînement des diverses brigades civiles de sécurité, sanitaires, distribution des

vivres, etc., à 10h réunion pour faire le bilan de l'organisation, la réaction de la population... Pas de réticences, c'est une question de survie.

3 OCTOBRE : RECONSTRUIRE, PRODUIRE

PRODURE

Pour combler le manque
de bras à la production, des
journées « rojo-negro » (rouge et noir) sont organisées :
des jeunes volontaires, des
étudiants vont le week-end
ou pendant les vacances, travailler dans les coopératives
pour les récoltes... C'est bien
concret pour lier la théorie
à la pratique et faire connaitre aussi la dure réalité des
campesinos du Nord.

Il faut contrôler aussi le marché noir : en effet, à cause du blocus économique, du problème des devises, il manque de bien des choses ici, et cela favorise le marché noir. Pour garantir le minimum vital à chacun et contrôler la distribution, les produits de base sont en restriction : riz, maïs, frijoles, huile, savon, papier hygiénique ... Ce sont les C.D.S. (Comités de base de quartiers) qui sont chargés de faire la distribution (à des prix en dessous du coût de production). La conséquence, c'est des files partout. (...)

L'autre jour, à Managua, je suis allée faire un tour à l'Université. Il y avait une exposition de différents projets pour améliorer l'économie du pays, faite par des jeunes étudiants de 15 à 18 ans. C'est un concours par région, puis ensuite national : des idées dans la mesure des moyens du pays, budgétisées et surtout répondant aux urgences. Il y a vraiment une participation de tous! Ça se passe le soir, et il y a beaucoup de gens qui viennent, discutent, posent des questions : ça ne semble pas être qu'une affaire d'intellectuels!

3 OCTOBRE : MON TRAVAIL ICI

Je travaille donc au «Centre des Guinchos» à Somoto depuis début septembre. C'est un centre d'accueil pour les enfants qui ont des difficultés à suivre l'école régulièrement parce que de

fants qui travaillent dans les rues comme cireurs de chaussures, vendeurs de journaux, marchands de fruits ou frescos... Ce ne sont pas spécialement des problèmes de débilité (1) ou de caractériels. Ces enfants sont très intelligents. Le but est qu'au moins on s'occupe d'eux, qu'on les motive pour aller à l'école (leurs familles sont ellesmêmes illettrées, pour la plupart...) et aussi qu'on leur assure au moins une nourriture de base : un repas par jour (bien des enfants ne font qu'un repas par jour). Ils rentrent chez eux le soir : le centre est ouvert de 8h à 17 h. Ce qui est intéressant ici, c'est que l'INSBI (ministère du bien-être social) dont dépend le centre, veut éviter «l'assistance». Il y a très peu d'internat : ils veulent travailler en «milieu ouvert», seulement mettre en place des structures collectives.(...)

familles très pauvres, des en-

Je loge dans une famille : une famille assez exceptionnelle puisque tous les huit
enfants travaillent dans
l'éducation, jusqu'à la petite
dernière de 14 ans qui, après
l'école donne des cours d'alphabétisation aux adultes.
Impressionnant de la voir
apprendre à lire et à compter
à un monsieur d'une soixantaine d'années. (...)

18 NOVEMBRE:

APRES LES ÉLECTIONS ET LA RÉÉLECTION DE REAGAN

Avec les résultats des élections et Reagan réélu, l'état d'urgence est déclaré avec toute une série de mesures graves : dans les villes comme dans les campagnes, tout le monde est mobilisé, et ainsi la vie économique est beaucoup ralentie; tous les étudiants des BEP (Brigades estudiantines de production) qui font normalement la récolte de café de novembre à décembre, ne vont pas y aller, mais vont assurer la défense de la capitale. Ceci est une grave décision, parce que la production de café va être perdue de moitié selon les prévisions et le café, avec le coton et le sucre, sont les seules sources de devises.

Une autre mesure d'urgence aussi est que tous les civils (en dehors des miliciens volontaires) qui le veulent peuvent avoir des armes et ainsi former les bataillons de réserve en plus de tous ceux déjà formés depuis longtemps. (...)

Il y a trois jours, il y avait une manifestation de 15 000 enfants devant l'ambassade des Etats-Unis pour crier : «Dites au seivor Reagan de ne pas envoyer les hommes des Etats-Unis au Nicaragua parce que les enfants des Etats-Unis seront sans papa... et nous aussi!».

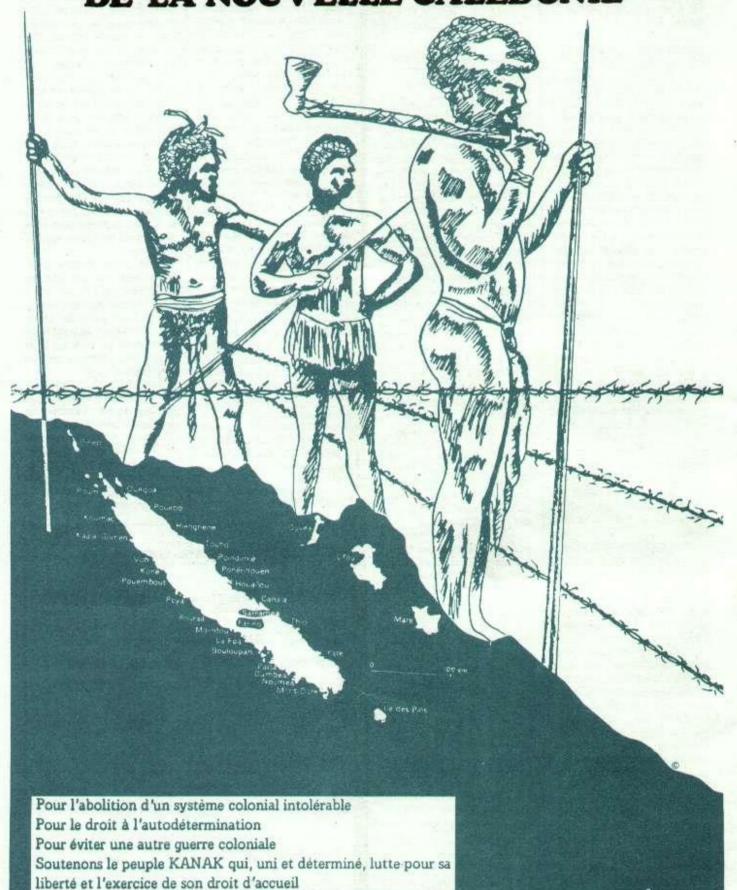
Abonnez-vous à

PCML Flash et TRAVAILLEURS

ent groupé :
12 mois: 150,00 F
soutien : 200,00 F

Envoyez votre règlement (chèque bancaire ou postal) à : Presse d'Aujourd'hui, B.P. 90, 75962 Paris Cedex 20

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE KANAK EN LUTTE POUR L'INDEPENDANCE DE LA NOUVELLE CALEDONIE



ml84